

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2015/29014]

**18 DECEMBRE 2014. — Décret-programme portant diverses mesures relatives aux fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, aux dotations et subventions à certains organismes sous contrat de gestion, à l'enseignement obligatoire et de promotion sociale, aux Infrastructures, à l'Enfance, à la Culture, à la Jeunesse, aux conditions d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, à l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, au financement de l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire et à la Recherche**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions relatives aux fonds budgétaires  
figurant au budget général des dépenses de la Communauté française**

**Article 1<sup>er</sup>.** Des points 66, 67 et 68 sont ajoutés au tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française selon le tableau joint en annexe 1 du présent décret.

**TITRE II. — Dispositions relatives aux dotations et subventions à certains organismes sous contrat de gestion**

**Art. 2.** Pour les années 2015 à 2019, par dérogation à l'article 16, § 2, 4, du décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, les dotations et subventions, à charge de la Communauté française, dont bénéficie toute personne morale sous contrat de gestion avec la Communauté française peuvent être fixées dans le décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française, nonobstant toute disposition contraire dans le décret ou l'arrêté qui porte création de la personne morale bénéficiaire.

Les clauses des contrats de gestion fixant les montants et déterminant les règles d'adaptation des dotations et subventions octroyées aux personnes morales visées, sont suspendues pour l'année budgétaire au cours de laquelle il est fait application de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article.

L'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article suspend l'article 16, 4, troisième phrase, et § 5, du décret du 9 janvier 2003 précité, pour l'année au cours de laquelle il est fait application dudit alinéa.

Le cas échéant, un avenant au contrat de gestion est négocié entre le Gouvernement et la personne morale afin d'adapter le montant des dotations et subventions tel que déterminé en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> et les missions de service public qui lui sont confiées.

**Art. 3.** Pour les années 2015 à 2019, par dérogation à l'article 8, § 3, a, du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), les dotations et subventions, à charge de la Communauté française, dont bénéficie la RTBF peuvent être fixées dans le décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française.

Les clauses du contrat de gestion, conclu entre la Communauté française et la RTBF, fixant les montants et déterminant les règles d'adaptation des dotations et subventions octroyées à la RTBF sont suspendues, pour l'année budgétaire au cours de laquelle il est fait application de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article.

L'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article suspend l'article 8, § 4, alinéa 2, 2<sup>ème</sup> phrase, et § 5, du décret du 14 juillet 1997 précité, pour l'année au cours de laquelle il est fait application dudit alinéa.

Le cas échéant, un avenant au contrat de gestion est négocié entre le Gouvernement et la RTBF afin d'adapter le montant des dotations et subventions tel que déterminé en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> et les missions de service public qui lui sont confiées.

**Art. 4.** Pour les années 2015 à 2019, par dérogation à l'article 26, § 3, 5<sup>o</sup>, du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », les dotations et subventions, à charge de la Communauté française, dont bénéficie l'O.N.E. peuvent être fixées dans le décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française.

Le cas échéant, un avenant au contrat de gestion est négocié entre le Gouvernement et l'O.N.E. afin d'adapter le montant des dotations et subventions tel que déterminé en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> et les missions de service public qui lui sont confiées.

Les clauses du contrat de gestion, conclu entre la Communauté française et l'O.N.E., fixant les montants et déterminant les règles d'adaptation des dotations et subventions octroyées à l'O.N.E. sont suspendues, pour l'année budgétaire au cours de laquelle il est fait application de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article.

L'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article suspend l'article 26, § 4, alinéa 2, 2<sup>ème</sup> phrase, et § 5, du décret du 17 juillet 2002 précité, pour l'année au cours de laquelle il est fait application dudit alinéa.

**TITRE III. — Dispositions relatives à l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions modifiant la loi du 29 mai 1959  
modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement**

**Art. 5.** A l'article 3, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié par les décrets du 12 juillet 2001, du 17 décembre 2009, du 15 décembre 2010, du 12 juillet 2012, du 17 juillet 2013 et du 18 décembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 5, 2°, le d) est remplacé par la disposition suivante et complété par un e) et f) rédigés comme suit :

« d) pour l'année civile 2014, en appliquant aux dotations forfaitaires de l'année civile 2013 une indexation égale au rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier 2014 et l'indice général des prix à la consommation de janvier 2013;

e) pour les années civiles 2015 et 2016, en appliquant aux dotations forfaitaires de l'année civile 2014, une indexation de 0 %;

f) à partir de l'année civile 2017, en appliquant aux dotations forfaitaires de l'année civile précédente, le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente. »;

2° à l'alinéa 7, le 12° est remplacé par la disposition suivante :

« 12° en 2014 et 2015, de 0 % pour toutes les écoles et implantations concernées par le présent article. »;

3° à l'alinéa 7, le 13° est remplacé par les dispositions suivantes et complété par un 14° et 15° modifiés comme suit:

« 13° en 2016 de :

a) 0,6578 % pour les écoles autres que fondamentales, à l'exception des implantations :

- des classes numérotées de 1 à 3a, conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6493 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 13, conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6611 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 14, conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6625 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 15, conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6640 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 16, conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6654 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 17, conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6669 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 18, conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6683 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 19, conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6698 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 20, conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6712 % d'augmentation;

b) 0,6137 % pour les écoles fondamentales, à l'exception des implantations :

- des classes numérotées de 1 à 3a, conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6074 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 13, conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6168 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 14, conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6181 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 15, conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6194 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 16, conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6208 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 17, conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6222 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 18, conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6235 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 19, conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6249 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 20, conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6263 % d'augmentation.

14° en 2017 de :

a) 0,6535 % pour les écoles autres que fondamentales, à l'exception des implantations :

- des classes numérotées de 1 à 3a, conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6451 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 13, conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6568 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 14, conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6582 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 15, conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 0,6596 % d'augmentation;



4° à l'alinéa 8, le d) est remplacé les dispositions suivantes et complété d'un e) et f) rédigés comme suit :

«d) pour l'année civile 2014, en appliquant aux montants de l'année civile 2013, une indexation égale au rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier 2014 et l'indice général des prix à la consommation de janvier 2013;

e) pour les années civiles 2015 et 2016, en appliquant aux montants de l'année civile 2014, une indexation de 0 %;

f) à partir de l'année civile 2017, en appliquant aux montants de l'année civile précédente, le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente. ».

**Art. 6.** L'article 3, § 3bis, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

a) en 2014, chaque établissement reçoit 70,95 % de la dotation forfaitaire établie conformément au § 3 et 4,05 % restent acquis au Trésor;

b) en 2015, chaque établissement reçoit 70,99 % de la dotation forfaitaire établie conformément au § 3 et 4,01 % restent acquis au Trésor;

c) en 2016, chaque établissement reçoit 72,31 % de la dotation forfaitaire établie conformément au § 3 et 2,69 % restent acquis au Trésor;

d) en 2017, chaque établissement reçoit 73,66 % de la dotation forfaitaire établie conformément au § 3 et 1,34 % restent acquis au Trésor. » .

**Art. 7.** A l'article 32, § 2, de la loi du 29 mai 1959 précitée, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 2, la disposition «à partir de l'année 2015: 117.379.363,44 €.» est remplacée par les dispositions suivantes:

« - pour l'année 2015: 109.854.214,59 €;

- pour l'année 2016: 112.362.597,54 €;

- pour l'année 2017: 114.870.980,49 €;

à partir de l'année 2018: 117.379.363, 44 €. »;

2° à l'alinéa 7, le d) est remplacé par les dispositions suivantes et complété par un e) et f) rédigés comme suit :

« d) pour l'année civile 2014, en appliquant aux montants de l'année civile 2013, une indexation égale au rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier 2014 et l'indice général des prix à la consommation de janvier 2013;

e) pour les années civiles 2015 et 2016, en appliquant aux montants de l'année civile 2014, une indexation de 0 %;

f) à partir de l'année civile 2017, en appliquant aux montants de l'année civile précédente, le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente. »;

3° à l'alinéa 8, le d) est remplacé par les dispositions suivantes et complété par un e) et f) rédigés comme suit :

« d) pour l'année civile 2014, en appliquant aux montants de l'année civile 2013, une indexation égale au rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier 2014 et l'indice général des prix à la consommation de janvier 2013;

e) pour les années civiles 2015 et 2016, en appliquant aux montants de l'année civile 2014, une indexation de 0 %;

f) à partir de l'année civile 2017, en appliquant aux montants de l'année civile précédente, le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente.».

**Art. 8.** A l'article 34, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée, la disposition « à partir de l'année 2015 : 20.148.785,69 €. » est remplacée par les dispositions suivantes:

« - 18.806.166,33 € pour l'année 2015;

- 19.253.706,12 € pour l'année 2016;

- 19.701.245,9 € pour l'année 2017;

- 20.148.785,69 € à partir de l'année 2018 ».

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 13 août 1962  
organique des centres psycho-médico-sociaux*

**Art. 9.** A l'article 52 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, le point d) du dernier alinéa est remplacé par les dispositions suivantes et complété par un e) et f) rédigés comme suit :

« d) pour l'année civile 2014, en appliquant aux montants de l'année civile 2013, une indexation égale au rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier 2014 et l'indice général des prix à la consommation de janvier 2013;

e) pour les années civiles 2015 et 2016, en appliquant aux montants de l'année civile 2014, une indexation de 0 %;

f) à partir de l'année civile 2017, en appliquant aux montants de l'année civile précédente, le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente. » .

CHAPITRE III. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence de diplôme et certificats d'études étrangers*

**Art. 10.** A l'article 9bis de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, tel qu'inséré par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 août 1990, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 août 1991, remplacé par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999 et du 3 avril 2003, et modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° 76 EUR pour une demande d'équivalence au certificat d'étude de base ou à un titre d'études permettant l'admission en 1ère année commune ou différenciée de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice. Par dérogation à ce qui précède, ces frais sont fixés à 51 EUR pour les demandeurs ayant poursuivi leur scolarité dans un des pays bénéficiaires de l'aide publique au développement reconnu par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE); »;

2° le point 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° 76 EUR pour une demande d'équivalence à une attestation de fréquentation de la 1re année différenciée, à un rapport de compétences acquises délivré à l'issue de la première année commune ou encore à une attestation d'orientation délivrée à l'issue de l'une des autres années de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice. Par dérogation à ce qui précède, ces frais sont fixés à 51 EUR pour les demandeurs ayant poursuivi leur scolarité dans un des pays bénéficiaires de l'aide publique au développement reconnu par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE); »;

3° le point 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° 200 EUR pour une demande d'équivalence au certificat d'enseignement secondaire supérieur ou au certificat d'études, accompagné, s'il échet, du certificat de qualification de la 6ème année d'enseignement secondaire professionnel ou de la 7ème année d'enseignement secondaire technique ou professionnel. Par dérogation à ce qui précède, ces frais sont fixés à 150 EUR pour les demandeurs ayant poursuivi leur scolarité dans un des pays bénéficiaires de l'aide publique au développement reconnu par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE); »;

4° le point 4° est remplacé par la disposition suivante :

« 4° 200 EUR pour une demande d'équivalence pour les titres visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3. Par dérogation à ce qui précède, ces frais sont fixés à 150 EUR pour les demandeurs ayant poursuivi leur scolarité dans un des pays bénéficiaires de l'aide publique au développement reconnu par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). ».

CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 4 septembre 1972 déterminant, en ce qui concerne l'enseignement artistique, les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers*

**Art. 11.** A l'article 5bis, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 4 septembre 1972 déterminant, en ce qui concerne l'enseignement artistique, les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, tel qu'inséré par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 août 1990 et modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2001 et du 23 mars 2012, les deux tirets sont remplacés par les dispositions suivantes :

« - 200 EUR pour une équivalence à un diplôme de l'enseignement secondaire artistique. Par dérogation à ce qui précède, ces frais sont fixés à 150 EUR pour les demandeurs ayant poursuivi leur scolarité dans un des pays bénéficiaires de l'aide publique au développement reconnu par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE);

- 200 EUR pour une équivalence à un diplôme de l'enseignement supérieur artistique. Par dérogation à ce qui précède, ces frais sont fixés à 150 EUR pour les demandeurs ayant poursuivi leur scolarité dans un des pays bénéficiaires de l'aide publique au développement reconnu par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). ».

CHAPITRE V. — *Disposition modifiant le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives*

**Art. 12.** L'article 56, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, le d) est remplacé par les dispositions suivantes et complété par un e) et f) rédigés comme suit :

« d) pour l'année civile 2014, en appliquant aux montants de l'année civile 2013, une indexation égale au rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier 2014 et l'indice général des prix à la consommation de janvier 2013;

e) pour les années civiles 2015 et 2016, en appliquant aux montants de l'année civile 2014, une indexation de 0 %;

f) à partir de l'année civile 2017, en appliquant aux montants de l'année civile précédente, le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente. ».

CHAPITRE VI. — *Disposition modifiant le décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire*

**Art. 13.** A l'article 18, § 1<sup>er</sup>, du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire, tel que modifié par les décrets du 17 décembre 2009, du 12 juillet 2012 et du 17 juillet 2013, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « pendant les années 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015 » sont remplacés par les mots « pendant les années 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 »;

2° au 1<sup>er</sup> tiret, le d) est remplacé par les dispositions suivantes et complété par un e) et f) rédigés comme suit :

« d) pour l'année civile 2014, en appliquant aux montants de l'année civile 2013, une indexation égale au rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier 2014 et l'indice général des prix à la consommation de janvier 2013;

e) pour les années civiles 2015 et 2016, en appliquant aux montants de l'année civile 2014, une indexation de 0 %;

f) à partir de l'année civile 2017, en appliquant aux montants de l'année civile précédente; le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente. »;

3° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

a) en 2014, les dotations budgétaires sont réduites de 4,05 % du montant des dotations budgétaires calculées conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup> tiret;

b) en 2015, les dotations budgétaires sont réduites de 4,01 % du montant des dotations budgétaires calculées conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup> tiret;

c) en 2016, les dotations budgétaires sont réduites de 2,69 % du montant des dotations budgétaires calculées conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup> tiret;

d) en 2017, les dotations budgétaires sont réduites de 1,34 % du montant des dotations budgétaires calculées conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup> tiret;

e) Pour les années 2018 et suivantes, les dotations budgétaires sont calculées sans tenir compte de la réduction de 4,05 % en 2014, de 4,01 en 2015, de 2,69 en 2016 et de 1,34 en 2017. » .

CHAPITRE VII. — *Disposition modifiant le décret du 12 juillet 2001 relatif à la prise en compte de l'organisation de cours philosophiques dans les enseignements officiel et libre non confessionnel subventionnés*

**Art. 14.** A l'article 2 du décret du 12 juillet 2001 relatif à la prise en compte de l'organisation des cours philosophiques dans les enseignements officiel et libre non confessionnel subventionné, le tiret « - à partir de l'année 2015: 7.350.043,01 €. » est remplacée par les dispositions suivantes :

« - Pour l'année 2015: 6.860.263,95 €;

- pour l'année 2016: 7.023.523,64 €;

- pour l'année 2017: 7.186.783,32 €;

à partir de l'année 2018: 7.350.043,01 €. ».

CHAPITRE VIII. — *Disposition modifiant le décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire*

**Art. 15.** A l'article 23 du décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire, le troisième alinéa, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les crédits évoluent ensuite de la manière suivante :

a) pour l'année civile 2014, en appliquant aux montants de l'année civile 2013 une indexation égale au rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier 2014 et l'indice général des prix à la consommation de janvier 2013;

b) pour les années civiles 2015 et 2016, en appliquant aux montants de l'année civile 2014, une indexation de 0 %;

d) à partir de l'année civile 2017, en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente. ».

**Art. 16.** A l'article 24 du décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire, le troisième alinéa, b), est remplacé par les dispositions suivantes et complété par un c) et d) rédigés comme suit :

« b) pour l'année civile 2014, en appliquant aux montants de l'année civile 2013, une indexation égale au rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier 2014 et l'indice général des prix à la consommation de janvier 2013;

c) pour les années civiles 2015 et 2016, en appliquant aux montants de l'année civile 2014, une indexation de 0 %;

d) à partir de l'année civile 2017, en appliquant aux montants de l'année civile précédente, le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente. ».

CHAPITRE IX. — *Disposition modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs*

**Art. 17.** A l'article 110, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, le d) est remplacé par les dispositions suivantes et complété par un e) et f) rédigés comme suit :

« d) pour l'année civile 2014, en appliquant aux montants de l'année civile 2013, une indexation égale au rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier 2014 et l'indice général des prix à la consommation de janvier 2013.

e) pour les années civiles 2015 et 2016, en appliquant aux montants de l'année civile 2014, une indexation de 0 %;

f) à partir de l'année civile 2017, en appliquant aux montants de l'année civile précédente, le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente. » .

CHAPITRE X. — *Disposition modifiant le décret du 26 mars 2009 octroyant des moyens complémentaires aux établissements scolaires pour le Conseiller en prévention*

**Art. 18.** A l'article 9 du décret du 26 mars 2009 octroyant des moyens complémentaires aux établissements scolaires pour le Conseiller en prévention, les mots « au 1<sup>er</sup> septembre 2015 » sont remplacés par les mots « au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ».

**Art. 19.** § 1. Dans l'article 6, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, le point d) est remplacé par la disposition suivante :

d) pour l'année civile 2014, en appliquant aux montants de l'année civile 2013 une indexation égale au rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier 2014 et l'indice général des prix à la consommation de janvier 2013;

e) pour les années civiles 2015 et 2016, en appliquant aux montants de l'année civile 2014, une indexation de 0 %;

f) à partir de l'année civile 2017, en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente.

§ 2. Dans l'article 7, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, le point d) est remplacé par la disposition suivante :

d) pour l'année civile 2014, en appliquant aux montants de l'année civile 2013 une indexation égale au rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier 2014 et l'indice général des prix à la consommation de janvier 2013;

e) pour les années civiles 2015 et 2016, en appliquant aux montants de l'année civile 2014, une indexation de 0 %;

f) à partir de l'année civile 2017, en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente. ».

CHAPITRE XI. — *Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité*

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 9, § 2, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, un alinéa 11° est inséré :

« 11° L'engagement de personnel enseignant supplémentaire ou des périodes complémentaires pour l'encadrement en classe ou hors classe, la remédiation, l'étude dirigée, le soutien dans l'apprentissage, le conseil pédagogique, la formation, le travail en équipe, le tutorat dans le cadre de la lutte contre l'échec et le décrochage scolaires. »

§ 2. A l'article 9, un paragraphe 3 est ajouté :

« § 3. Les moyens humains mobilisés avec les crédits prévus à l'article 6, § 3, à l'exception de ceux visés au § 2 alinéa 3(a), doivent être utilisés dans le cadre de la lutte contre l'échec et le décrochage scolaires sur base de la stratégie établie dans le PGAED à hauteur de pourcentages minima que le Gouvernement fixera, sur base d'une évaluation. ».

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 10, § 2, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, un nouvel alinéa 11° est inséré :

« 11° L'engagement de personnel enseignant supplémentaire ou des périodes complémentaires pour l'encadrement en classe ou hors classe, la remédiation, l'étude dirigée, le soutien dans l'apprentissage, le conseil pédagogique, la formation, le travail en équipe, le tutorat dans le cadre de la lutte contre l'échec et le décrochage scolaires. »

§ 2. A l'article 10, un paragraphe 3 est ajouté :

« § 3. Les moyens humains mobilisés avec les crédits prévus à l'article 7, § 3, à l'exception de ceux visés au § 2 alinéa 3(a), doivent être utilisés dans le cadre de la lutte contre l'échec et le décrochage scolaires sur base de la stratégie établie dans le PGAED à hauteur de pourcentages minima que le Gouvernement fixera, sur base d'une évaluation. ».

CHAPITRE XII. — *Disposition prévoyant des frais de duplicata pour les diplômes et certificats délivrés par des établissements organisés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française ou par le jury de la Communauté française*

**Art. 22.** Les frais couvrant la délivrance par les Services du Gouvernement de duplicata de diplômes, certificats et brevets délivrés par un établissement organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté française ou par le jury de la Communauté française sont fixés à 50 euros.

#### TITRE IV. — *Dispositions relatives aux infrastructures*

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions relatives aux bâtiments scolaires*

**Art. 23.** A l'article 5 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que complété par le décret du 15 décembre 2010, ci-après le décret du 5 février 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, il est ajouté un 4° et un 5° libellés comme suit :

« 4° en 2014, une dotation exceptionnelle de 5.303.292,38 euros en vue de créer de nouvelles places dans les établissements scolaires organisés par la Communauté française en vue de répondre aux évolutions démographiques et dont les montants sont à déterminer par le Gouvernement;

5° en 2014, une dotation exceptionnelle de 1.776.000 euros pour l'initiative porteuse de collaboration interréseaux dans le domaine de l'enseignement qualifiant sur le site de la Cité des métiers à Charleroi. »;

2° au § 4, 1°, il est ajouté un e) libellé comme suit :

« e) assurer le payement de travaux de rénovation, aménagement et transformation de locaux d'établissements scolaires dont ils sont propriétaires ou sur lesquels ils disposent d'un droit réel transféré pour une durée minimale de 20 ans, et ce pour les projets visés à l'article 49 du décret-programme du 18 décembre 2013 portant diverses mesures relatives aux Fonds budgétaires figurant au Budget général des dépenses de la Communauté française, à la Culture, à l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale, à l'Agence d'évaluation de la qualité de l'Enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, aux Bâtiments scolaires et à la Recherche. »;

3° au § 4, il est inséré un 3° libellé comme suit :

« 3° L'initiative porteuse de collaboration interréseaux du projet de la Cité des métiers à Charleroi dans le Domaine de l'enseignement qualifiant, au travers de la prise en charge des honoraires des études architecturales.

Le Gouvernement arrête les modalités de financement de l'opération. ».

**Art. 24.** A l'article 7 du décret du 5 février 1990 précité sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, il est ajouté un 4° libellé comme suit :

« 4° en 2014, une dotation exceptionnelle de 11.288.279,59 euros en vue de créer de nouvelles places dans les établissements scolaires de l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française en vue de répondre aux évolutions démographiques et dont les montants sont à déterminer par le Gouvernement. »;

2° le § 4 est modifié comme suit :

« Le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné a pour objet de subventionner à concurrence :

1° de 60 % l'achat et la construction, les travaux de modernisation, d'agrandissement et d'aménagement ainsi que le premier équipement de bâtiments destinés aux établissements scolaires, centres psycho-médico-sociaux ou internats officiels subventionnés.

Le montant subventionnable peut être fixé forfaitairement selon les règles établies par le Gouvernement. Dans ce but, le Gouvernement peut fixer un montant maximum de dépenses admissibles par type de travaux pour lesquels l'intervention du fonds est sollicitée;

2° de 100 % les projets visés à l'article 49 du décret-programme du 18 décembre 2013 portant diverses mesures relatives aux Fonds budgétaires figurant au Budget général des dépenses de la Communauté française, à la Culture, à l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale, à l'Agence d'évaluation de la qualité de l'Enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, aux Bâtiments scolaires et à la Recherche. ».

**Art. 25.** A l'article 9 du décret du 5 février 1990 précité sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, il est ajouté un 4° libellé comme suit :

« 4° en 2014, une dotation exceptionnelle de 13.796.412,14 euros en vue de créer de nouvelles places dans les établissements scolaires de l'enseignement libre subventionné par la Communauté française en vue de répondre aux évolutions démographiques et dont les montants sont à déterminer par le Gouvernement. »;

2° au § 4, il est ajouté un 4° libellé comme suit :

« 4° assurer le paiement des subventions à 100 % pour les projets visés à l'article 49 du décret-programme du 18 décembre 2013 portant diverses mesures relatives aux Fonds budgétaires figurant au Budget général des dépenses de la Communauté française, à la Culture, à l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale, à l'Agence d'évaluation de la qualité de l'Enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, aux Bâtiments scolaires et à la Recherche. ».

**Art. 26.** A l'article 10, § 5, du décret du 5 février 1990 précité, les mots « Sous réserve [...] » sont remplacés par les mots « A l'exception de l'octroi des subventions visant à créer des nouvelles places en vue de répondre aux évolutions démographiques visées à l'article 9, § 4, 4°, et sous réserve ».

**Art. 27.** A l'article 7, § 1<sup>er</sup>, du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médicosociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française, tel que modifié par le décret du 12 juillet 2012, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, entre les termes: « - euro 35.826.000 en 2013 » et les termes « sont affectés au programme prioritaire des travaux. », sont insérés les termes suivants :

« - euro 36.233.400 en 2014;

- euro 36.233.400 en 2015;

- euro 36.233.400 en 2016 »;

2° l'alinéa 2 est remplacé la disposition suivante : « A partir de 2017, le montant de 2013 est adapté à l'indice général des prix à la consommation au premier janvier de l'année concernée rapporté à l'indice général des prix à la consommation au 1<sup>er</sup> janvier 2013. ».

#### CHAPITRE II. — *Disposition relative au Conservatoire royal de Bruxelles*

**Art. 28.** La Communauté française est autorisée à fonder avec la Communauté flamande, ou un organisme en émanant, et l'Etat, ou un organisme en émanant, une société destinée à recevoir en apport les biens immeubles hébergeant le Conservatoire royal de Bruxelles situés rue de la Régence, 30, 1000 Bruxelles, et les rénover, et y prendre une participation initiale de 500.000 euros en numéraire, égale à celle des autres fondateurs, et la libérer.

#### TITRE V. — *Disposition relative à l'Enfance*

**Art. 29.** A l'article 18 du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, modifié par les décrets du 16 février 2012 et du 6 juin 2013, les mots « 31 décembre 2014 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2015. ».

#### TITRE VI. — *Dispositions relatives à la Culture*

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Art. 30.** Toute décision, ou mesure prise à l'égard d'un opérateur en terme de reconnaissance, de changement de catégorie, d'octroi automatique ou non de moyens supplémentaires en application du :

1° décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales;

2° décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente;

3° décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques;

4° décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité;

5° décret du 21 novembre 2013 relatif aux Centres culturels,

doit être réalisée dans les limites des crédits fixés dans le décret contenant le budget des dépenses pour l'année budgétaire 2015.



**Art. 31.** En ce qui concerne les opérateurs du secteur de la culture non soumis aux :

- 1° décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales;
  - 2° décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène
  - 3° décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente;
  - 4° décret du 12 mai 2004 relatif aux centres d'archives privées en Communauté française de Belgique;
  - 5° décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques;
  - 6° décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité;
  - 7° décret du 21 novembre 2013 relatif aux Centres culturels;
  - 8° décret du 3 avril 2014 relatif aux arts plastiques,
- pour les années civiles 2015 et 2016, les montants des conventions et contrats-programmes qui leur sont octroyés ne sont pas indexés.

**Art. 32.** En ce qui concerne les subventions non réglementaires des secteurs régis par les décrets suivants :

- 1° décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales;
  - 2° décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène
  - 3° décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente;
  - 4° décret du 12 mai 2004 relatif aux centres d'archives privées en Communauté française de Belgique;
  - 5° décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques;
  - 6° décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité;
  - 7° décret du 21 novembre 2013 relatif aux Centres culturels;
  - 8° décret du 3 avril 2014 relatif aux arts plastiques,
- pour l'année civile 2015, les montants des conventions et contrats-programmes qui leur sont octroyés sont réduits de 1 %.

#### CHAPITRE II. — *Dispositions relatives aux musées et autres institutions muséales*

*Section 1<sup>re</sup>.* — Des musées et autres institutions muséales reconnues en vertu du décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales

**Art. 33.** A l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2006 portant exécution du décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales, est ajouté in fine un alinéa libellé comme suit :

« Les montants des subventions annuelles visées aux articles 9 et 10 du décret octroyées aux musées reconnus, sont réduits à concurrence de 1 % pour l'année civile 2015. »

**Art. 34.** A l'article 9, § 2, de l'arrêté du 22 décembre 2006 précité, il est ajouté un alinéa libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les montants des subventions annuelles aux musées reconnus visées aux articles 9 et 10 du décret ne sont pas indexés durant les années civiles 2015 et 2016. »

**Art. 35.** A l'article 11, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, est ajouté in fine un alinéa libellé comme suit :

« Les montants des subventions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont réduits à concurrence de 1 % pour l'année civile 2015. ».

**Art. 36.** A l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2006 portant exécution du décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales, est ajouté in fine un alinéa libellé comme suit :

« Les montants de la subvention pour permettre à une institution de se mettre en conformité avec les exigences requises pour être reconnue en tant que musée ou institution muséale, visée à l'article 14 du décret, sont réduits à concurrence de 1 % pour l'année civile 2015. ».

#### CHAPITRE III. — *Dispositions relatives au développement des pratiques de lecture*

*Section 1<sup>re</sup>.* — Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques

**Art. 37.** A l'article 14, § 1<sup>er</sup>, du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques, il est ajouté un alinéa libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'évaluation du plan quinquennal pour les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2011 et l'évaluation du plan reprenant les objectifs d'action et de programmation prévu à l'article 19 § 3, pour l'organisation représentative de bibliothécaires et bibliothèques agréée en vertu du décret du 10 avril 2003 et dont le contrat-programme a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2011, ont lieu à l'issue de la cinquième année de leur exécution ».

**Art. 38.** A l'article 15, du décret du 30 avril 2009, il est ajouté in fine un alinéa 3 libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 2, c, le maintien de la reconnaissance des opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2011 de l'organisation représentative de bibliothécaires et bibliothèques agréée en vertu du décret du 10 avril 2003 dont le contrat-programme a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2011 fait l'objet d'une décision du Gouvernement au terme de chaque période quinquennale prolongée d'un an conformément à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, in fine. ».

**Art. 39.** L'article 18, 1<sup>o</sup>, alinéa 2, du décret du 30 avril 2009 précité est remplacé par la disposition suivante :

« Le nombre de permanents est fixé pour la durée de la reconnaissance sur base des chiffres de la population inscrite au registre de la population établie sur le territoire couvert par l'opérateur au moment de la reconnaissance ou de manière forfaitaire. ».

**Art. 40.** A l'article 20 du décret du 30 avril 2009 précité, il est ajouté un alinéa 2 formulé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les montants des subsides visés à l'article 18, 2<sup>o</sup> du même décret ne sont pas indexés durant les années civiles 2015 et 2016. ».

**Art. 41.** A l'article 21 du décret du 30 avril 2009 précité, il est ajouté un alinéa 4 libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, pour l'année 2015 et pour ce qui concerne les subventions forfaitaires de fonctionnement et d'activités arrêtées par le Gouvernement, la première tranche est fixée à 84 % des montants arrêtés par le Gouvernement. Le montant des subventions forfaitaires de fonctionnement et d'activités arrêtées par le Gouvernement étant plafonné à 99 %, la somme soustraite n'est pas versée ultérieurement. »

**Art. 42.** A l'article 34 du décret du 30 avril 2009, aux alinéas 1 et 2, les termes « à compter de l'entrée en vigueur du présent décret » et « à dater de l'entrée en vigueur du présent décret » sont remplacés par « à partir de 2014 ».

**SECTION II.** — Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques

**Art. 43.** A l'article 19 de l'arrêté du 19 juillet 2011 précité, sont ajoutés deux alinéas libellés comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sont déposés au plus tard le 31 janvier suivant la cinquième année du plan :

1<sup>o</sup> le rapport général d'exécution et le nouveau plan quinquennal de développement des opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2011;

2<sup>o</sup> le nouveau plan reprenant les objectifs d'action et de programmation de l'organisation représentative de bibliothécaires et bibliothèques agréée comme organisations représentatives des utilisateurs en vertu du décret du 10 avril 2003 dont le contrat-programme a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Par dérogation à l'alinéa 2, les avis du Conseil et de l'Inspection sont rendus avant le 1<sup>er</sup> septembre de la sixième année pour les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2011 et pour l'organisation représentative de bibliothécaires et bibliothèques agréée comme organisations représentatives des utilisateurs en vertu du décret du 10 avril 2003 dont le contrat-programme a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2011. ».

**Art. 44.** L'article 27 de l'arrêté du 19 juillet 2011 précité est modifié comme suit :

1<sup>o</sup> au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, après les termes « Pour les bibliothèques locales, le montant des subventions forfaitaires de fonctionnement et d'activités prévues à l'article 18, 2<sup>o</sup>, du décret est calculé suivant le tableau repris ci-dessous » sont ajoutés les termes « ; ce montant est valable pour toute la période de la reconnaissance liée au plan quinquennal de développement. »;

2<sup>o</sup> au § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, après les termes « Pour les bibliothèques locales, le montant des subventions forfaitaires de fonctionnement et d'activités prévues à l'article 18, 2<sup>o</sup>, du décret est calculé suivant le tableau repris ci-dessous » sont ajoutés les termes « ; ce montant est valable pour toute la période de la reconnaissance liée au plan quinquennal de développement. »;

3<sup>o</sup> à l'article 44 ajouter in fine :

« Pour l'année 2015, le palier de progressivité atteint par les opérateurs reconnus sera identique à celui de 2014. ».

**CHAPITRE IV.** — *Disposition modifiant le décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente*

**Art. 45.** A l'article 13 du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente, il est ajouté un deuxième alinéa libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les montants des subsides visés aux articles 9, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, 10 et 11 ne sont pas indexés durant les années civiles 2015 et 2016. ».

**CHAPITRE V.** — *Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité*

**Art. 46.** L'article 37 du décret du 30 avril 2009 précité est complété par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les montants des subsides visés aux articles 30, 1<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, 31, 1<sup>o</sup>, et 32, 1<sup>o</sup>, ne sont pas indexés durant les années civiles 2015 et 2016. ».

**Art. 47.** A l'article 49, alinéa 1<sup>er</sup> du décret du 30 avril 2009 précité, les mots « 6 ans » sont remplacés par « 7 ans ».

A l'alinéa 2 du même article, les mots « et en » sont supprimés entre « 2013, » et « 2014, », et les mots « et en 2015 » sont insérés après « 2014 ».

**Art. 48.** A l'article 51 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> à l'alinéa premier, les mots « indexée selon l'indice santé, pendant une durée de 8 ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret » sont remplacés par « pendant une durée de 5 ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014 »;

2<sup>o</sup> au deuxième alinéa, les mots « ces trois années » sont remplacés par « ces 5 années ».

3<sup>o</sup> à l'alinéa 3, remplacer « 2018 » par « 2019 ».

**CHAPITRE VI.** — *Dispositions modifiant le décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène*

**Art. 49.** A l'article 35 du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène, il est ajouté un alinéa 2 formulé comme suit :

« Le montant des types d'aides visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> est réduit de 1 % en 2015. ».

CHAPITRE VII. — *Dispositions modifiant le décret du 21 novembre 2013 relatif aux Centres Culturels*

**Art. 50.** A l'article 106, il est ajouté un paragraphe 4 libellé comme suit :

« Par dérogation au § 2, alinéas 2 et 3, du présent article, les subventions inscrites dans le contrat programme sont réduites à concurrence de 1 % pour l'année civile 2015. »

CHAPITRE VIII. — *Dispositions modifiant le décret du 3 avril 2014 relatif aux arts plastiques*

**Art. 51.** A l'article 8 du décret du 3 avril 2014 relatif aux arts plastiques, il est ajouté un alinéa 2 formulé comme suit :

« Le montant des types d'aides visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> 3° et 4° est réduit de 1 % en 2015. ».

CHAPITRE IX. — *Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004 relatif aux centres d'archives privées en Communauté française de Belgique*

**Art. 52.** A l'article 4 du décret du 12 mai 2004 relatif aux centres d'archives privées en Communauté française de Belgique, après le premier alinéa, insérer un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, les subsides forfaitaire de fonctionnement et les subsides en fonction d'activités effectivement prestées sont réduits de 1 % pour l'année 2015. ».

CHAPITRE X. — *Dispositions modifiant le décret du 26 mai 2011 instaurant la Commission des Seniors de la Communauté française*

**Art. 53.** A l'article 7 du décret du 26 mai 2011 instaurant la Commission des Seniors de la Communauté française, il est ajouté un troisième alinéa libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 2, la part d'activités et de fonctionnements de cette subvention n'est pas indexée durant les années civiles 2015 et 2016. ».

**Art. 54.** A l'article 5, § 2 du décret du 26 mai 2011 instaurant la Commission des Seniors de la Communauté française, les mots « à la date de la notification de la décision » sont remplacés par « au 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit la date de la notification de la décision ».

**Art. 55.** A l'article 8, § 1<sup>er</sup>, du décret du 26 mai 2011 précité, les mots « le 1<sup>er</sup> avril de chaque année » sont remplacés par les mots « au plus tard le 30 juin de chaque année ».

Au § 2 du même article, les mots « le 1<sup>er</sup> avril de la troisième année » sont remplacés par les mots « le 30 juin de la troisième année ».

**Art. 56.** Dans le même décret, il est inséré entre les Chapitres VI et VII, un Chapitre *VIbis*, intitulé « Disposition dérogatoire ».

**Art. 57.** Dans le même décret, il inséré dans le Chapitre *VIbis*, un article *12bis* dont la teneur suit :

« Par dérogation à l'article 5, § 2, l'agrément de la première association à être agréée en vertu du présent décret prend cours à la date de la notification de la décision et sera prolongé de plein droit du nombre de jours nécessaires jusqu'au 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'agrément doit prendre fin. ».

TITRE VII. — *Dispositions relatives à la Jeunesse*

**Art. 58.** A l'article 45 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations, il est ajouté un alinéa libellé comme suit :

« Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, les montants des subsides visés à l'article 44, § 1<sup>er</sup>, 1°, b), c), d) et e°, ne sont pas indexés durant les années civiles 2015 et 2016. ».

**Art. 59.** A l'article 29 du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs, il est ajouté un alinéa libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les montants des subsides visés aux articles 19, alinéa 2, b), et 20, alinéa 2, b), ne sont pas indexés durant les années civiles 2015 et 2016. ».

**Art. 60.** A l'article 63 du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse, il est ajouté un alinéa libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les montants des subventions visées par les articles 33 à 35, l'article 59, alinéa 4, l'article 61, alinéa 1, 3° et 4°, et le montant forfaitaire de 7.250 euros visé à l'alinéa 1 de l'article 62, ne sont pas indexés durant les années civiles 2015 et 2016. ».

TITRE VIII. — *Disposition relative à l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES)*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*

**Art. 61.** A l'article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les mots « 2.500.000 EUR » sont remplacés par les mots « 3.500.000 EUR ».

Au même article un troisième alinéa est ajouté portant les mots « Pour les années 2015 et 2016, seuls 90 % du montant de base prévu à l'alinéa premier sont indexés selon la méthode prévue au deuxième alinéa ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française*

**Art. 62.** L'article 1<sup>er</sup>, 1., du décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, est complété par un f) libellé comme suit :

« f) l'Académie de Recherche et de l'Enseignement supérieur (ARES) visé par le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études. ».

**Art. 63.** L'article 2, alinéa 2, du décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, est complété par un 7. libellé comme suit :

« 7. Les articles 3 à 8, 16 à 19 et 30 à 44 ne sont pas applicables à ARES. ».

**TITRE IX. — Dispositions relatives au financement de l'Enseignement supérieur universitaire et non universitaire**

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires*

**Art. 64.** A l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des universités, telle que modifiée, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 4, un deuxième alinéa est ajouté portant les mots « Pour les années 2015 et 2016, seuls 90 % des montants de base prévus aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 sont indexés. »;

2° au § 7, les mots « , et les augmentations annuelles pour les années budgétaires 2013 et 2014 sont de zéro euro. » sont remplacés par les mots « , les augmentations annuelles pour les années budgétaires 2013 et 2014 sont de zéro euro, l'augmentation annuelle prévue pour 2015 est engagée et liquidée sur 3 ans à concurrence d'un tiers par an de 2015 à 2017. ».

**Art. 65.** A l'article 32bis, cinquième alinéa, les mots suivants sont ajoutés « Pour les années 2015 et 2016, cette indexation ne porte que sur 90 % du montant prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 66.** A l'article 35, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de la même loi, les mots suivants sont ajoutés «sauf pour les années 2015 et 2016 pour lesquelles seuls 90 % de ce montant sont indexés ».

**Art. 67.** A l'article 35bis, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de la même loi, les mots suivants sont ajoutés « sauf pour les années 2015 et 2016 pour lesquelles seuls 90 % de ce montant sont indexés ».

**Art. 68.** A l'article 35ter, deuxième alinéa, de la même loi, les mots suivants sont ajoutés « Pour les années 2015 et 2016, cette indexation ne porte que sur 90 % des montants visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> 2° et 3°. ».

**Art. 69.** A l'article 35quater, deuxième alinéa, de la même loi, les mots suivants sont ajoutés « Pour les années 2015 et 2016, cette indexation ne porte que sur 90 % des montants visés à l'alinéa 2° et 3°. ».

**Art. 70.** A l'article 35quinquies, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de la même loi, les mots suivants sont ajoutés « Pour les années 2015 et 2016, cette indexation ne porte que sur 90 % de ce montant. ».

**Art. 71.** A l'article 35sexies, deuxième alinéa, de la même loi, les mots suivants sont ajoutés « Pour les années 2015 et 2016, cette indexation ne porte que sur 90 % des montants visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> 2° et 3°. ».

**Art. 72.** A l'article 36ter de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « les académies » sont remplacés par les mots « les universités » et les mots « 83, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1° à 3° et 5°, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités » sont remplacés par les mots « 148, alinéa 2, 1° à 3° et 7°, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études »;

2° au deuxième alinéa, les mots suivants sont ajoutés « Pour les années 2015 et 2016, cette indexation ne porte que sur 90 % du montant prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »;

3° à l'alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « les académies » sont remplacés par les mots « les universités »;

b) les mots « du nombre de tranches entières de 3,125 pour cent comprise dans le pourcentage total affecté à chaque académie établi à partir » sont supprimés;

c) les mots « 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 »;

4° à l'alinéa 4, les mots « chaque académie » sont remplacés par les mots « chaque université » et les mots « par transfert aux institutions qui la composent » sont supprimés.

**Art. 73.** A l'article 36quater de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « les académies » sont remplacés par les mots « les universités » et les mots « 83, § 1<sup>er</sup>, du décret du 31 mars 2004 précité » sont remplacés par les mots « 148 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études »;

2° au quatrième alinéa, les mots suivants sont ajoutés « Pour les années 2015 et 2016, cette indexation ne porte que sur 90 % du montant prévu aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3. »;

3° à l'alinéa 2, les mots « les académies » sont remplacés par les mots « les universités », les mots « membres de chaque académie » sont supprimés;

4° à l'alinéa 3, les mots « au Conseil interuniversitaire de la Communauté française (CIUF) » sont remplacés par les mots « à l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES) »;

5° à l'alinéa 5, le mot « Le CIUF » est remplacé par le mot « L'ARES ».

**Art. 74.** A l'article 36quater/1 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « les académies universitaires » sont remplacés par les mots « les universités »;

b) les mots « 83, § 1<sup>er</sup> et 85bis du décret du 31 mars 2004 précité » sont remplacés par les mots « 148 et 149 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études »;

2° à l'alinéa 2, les mots « 83, § 2, du décret du 31 mars 2004 précité » sont remplacés par les mots « 148, alinéa 4 du décret du 7 novembre 2013 précité »;

3° à l'alinéa 3, les mots « le CIUF » sont remplacés par les mots « l'ARES »;

4° à l'alinéa 4, les mots suivants sont ajoutés « Pour les années 2015 et 2016, cette indexation ne porte que sur 90 % du montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 75.** A l'article 45 de la même loi les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1bis, premier alinéa, les mots « et les universités » sont insérés entre les mots « les académies universitaires » et les mots « pour des emprunts immobiliers ».

2° au § 1bis, deuxième alinéa, les mots « et les universités » sont insérés entre les mots « les académies universitaires » et les mots « en fonction de leurs besoins en investissements ».

3° au § 1ter les mots suivants sont ajoutés « Pour les années 2015 et 2016, cette indexation ne porte que sur 90 % des montants visés aux paragraphes précédents ».

*CHAPITRE II. — Disposition modifiant le décret du 5 août 1995  
fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles.*

**Art. 76.** A l'article 89, § 3, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, tel que modifié, les mots « 2013 », « 70,25 EUR » et « 2014 » sont respectivement remplacés par les mots « 2015 », « 71,12 euros » et « 2017 ».

*CHAPITRE III. — Dispositions modifiant le décret du 9 septembre 1996  
relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

**Art. 77.** A l'article 9, alinéa 2, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les mots suivants sont ajoutés « Pour les années 2015 et 2016, ce taux ne porte que sur 90 % du montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 10. ».

**Art. 78.** A l'article 14, alinéa 7, du même décret, les mots « 2013 » et « 250.000 EUR » sont respectivement remplacés par les mots « 2015 » et « 254.000 euros » et les mots « Ce montant est adapté » sont remplacés par les mots « A partir de l'année budgétaire 2017, ce montant est adapté. ».

**Art. 79.** A l'article 21quater, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « 2013 », « 11.895.399 EUR » et « 2014 » sont respectivement remplacés par les mots « 2015 », « 12.027.438 euros » et « 2017 ».

**Art. 80.** A l'article 21quinquies, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- à l'alinéa 1<sup>er</sup> : les mots « 2013 » et « 520.000 » sont respectivement remplacés par les mots « 2015 » et « 527.000 »;

à l'alinéa 2 : le mot « 2014 » est remplacé par le mot « 2017 ».

*CHAPITRE IV. — Disposition relative au Centre hospitalier universitaire de Liège*

**Art. 81.** A l'article 10 troisième alinéa du décret-programme du 19 décembre 2002 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, le Fonds Ecureuil de la Communauté française, l'euro, les institutions universitaires, les Centre hospitalier universitaire de Liège, les centres psycho-médico-sociaux, les services de promotion de la santé à l'école, l'enseignement et le centre technique horticole de Gembloux, tel que modifié, les mots suivants sont ajoutés « Pour les années 2015 et 2016, l'indexation prévue est supprimée. ».

*CHAPITRE V. — Disposition modifiant le décret du 20 juillet 2005  
relatif aux droits complémentaires perçus dans l'enseignement supérieur non universitaire*

**Art. 82.** A l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 juillet 2005 relatif aux droits complémentaires perçus dans l'enseignement supérieur non universitaire, tel que modifié, les mots « 2013 », « 1.677.129 EUR » et « 2014 » sont respectivement remplacés par les mots « 2015 », « 1.695.745 euros » et « 2017 ».

*CHAPITRE VI. — Dispositions modifiant le décret du 20 décembre 2001  
fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts*

**Art. 83.** A l'article 60quinquies, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), tel que modifié, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « 2013 » et « 137.000 EUR » sont respectivement remplacés par les mots « 2015 » et « 139.000 euros »;

2° dans l'alinéa 2, les termes « Ce montant est adapté » sont remplacés par les termes « A partir de l'année budgétaire 2017, ce montant est adapté » et les mots « /Indice santé du mois de janvier de l'année budgétaire 2013 » par les mots « /Indice santé du mois de janvier de l'année budgétaire 2016. ».

**Art. 84.** A l'article 59, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), tel que modifié, les mots « 2013 », « 66,89 EUR » et « 2014 » sont respectivement remplacés par les mots « 2015 », « 67,72 euros » et « 2017 ».

*CHAPITRE VII. — Disposition modifiant la loi du 3 août 1960  
accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés*

**Art. 85.** A l'article 2, alinéas 2 et 3, de la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés, tel que modifié, les mots « 380,64 EUR » et « 253,10 EUR » sont respectivement remplacés par les mots « 377,78 EUR » et « 251,20 EUR ».

*CHAPITRE VIII. — Disposition modifiant le décret du 6 octobre 2011 relatif aux supports des cours.*

**Art. 86.** A l'article 2, § 1<sup>er</sup>, du décret du 6 octobre 2011 relatif aux supports des cours, tel que modifié, un quatrième alinéa est ajouté portant ces mots « Pour les années budgétaires 2015 et 2016, l'indexation prévue au troisième alinéa est supprimée. ».

**TITRE X. — Dispositions relatives à la Recherche**

*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Disposition modifiant le décret du 17 juillet 2013  
relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique*

**Art. 87.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique, un quatrième alinéa est ajouté portant ces mots « Pour les années budgétaires 2015 et 2016, l'indexation prévue au troisième alinéa ne porte que sur 90 % du montant de la subvention prévue au deuxième alinéa. ».

**Art. 88.** A l'article 8 du même décret, un cinquième alinéa est ajouté portant ces mots « pour les années budgétaires 2015 et 2016, l'indexation prévue au quatrième alinéa ne porte que sur 90 % du montant prévu au quatrième alinéa. ».

**Art. 89.** A l'article 11 du même décret, un quatrième alinéa est ajouté portant ces mots « Pour les années budgétaires 2015 et 2016, l'indexation prévue au troisième alinéa ne porte que sur 90 % du montant de la subvention prévue au troisième alinéa. ».

**Art. 90.** A l'article 15 du même décret, un quatrième alinéa est ajouté portant ces mots « Pour les années budgétaires 2015 et 2016, l'indexation prévue au troisième alinéa ne porte que sur 90 % du montant de la subvention prévue au deuxième alinéa. ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le décret du 30 janvier 2014  
relatif au financement de la recherche dans les universités*

**Art. 91.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités, un quatrième alinéa est ajouté portant ces mots « Pour les années budgétaires 2015 et 2016, l'indexation prévue au troisième alinéa ne porte que sur 90 % du montant prévu au deuxième alinéa. ».

**Art. 92.** A l'article 5 du même décret, un troisième alinéa est ajouté portant ces mots « Pour les années budgétaires 2015 et 2016, l'indexation prévue au deuxième alinéa ne porte que sur 90 % du montant de la subvention. ».

**TITRE XI. — Dispositions finales**

**Art. 93.** Les articles 23 à 28 produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Les autres articles entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 décembre 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Education,  
de la Culture et de l'Enfance  
Mme J. MILQUET

Le Vice-Président,  
Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre l'Aide à la Jeunesse,  
des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,  
R. MADRANE

Le Ministre des Sports,  
R. COLLIN

Le Ministre du Budget,  
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,  
de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances  
Mme I. SIMONIS

—————  
Note

*Session 2014-2015.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 47-1. — Avis des commissions, n° 47-2 à n° 47-7. — Amendements de Commission, n° 47-8. — Rapport, n° 47-9. — Amendements de séance, n° 47-10  
Compte-rendu intégral. Discussion et adoption. Séance du 17 décembre 2014.

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29014]

18 DECEMBER 2014. — Programmadecreet houdende diverse maatregelen betreffende de begrotingsfondsen opgenomen in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, de dotaties en subsidies toegekend aan sommige instellingen met een beheersovereenkomst, het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, de Infrastructuur, het Kleine Kind, de Cultuur, de Jeugd, de voorwaarden voor de toekenning van de gelijkwaardigheid van diploma's en studiegetuigschriften uit het buitenland, de "Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES)", de financiering van het universitair hoger onderwijs en het Onderzoek (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**TITEL I. — Bepalingen met betrekking tot de begrotingsfondsen  
die in de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap worden opgenomen**

**Artikel 1.** De punten 66, 67 en 68 worden bij de tabel gevoegd als bijlage opgenomen bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, toegevoegd, volgens de tabel gevoegd als bijlage 1 bij dit decreet.

**TITEL II. — Bepalingen betreffende de dotaties en subsidies  
aan sommige instellingen met een beheersovereenkomst**

**Art. 2.** Voor de jaren 2015 tot 2019, in afwijking van artikel 16, § 2, 4, van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, kunnen de dotaties en subsidies ten laste van de Franse Gemeenschap, die elke rechtspersoon die een beheersovereenkomst met de Franse Gemeenschap heeft ondertekend, geniet, worden vastgesteld in het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting, tenzij anders wordt bepaald in het decreet of het besluit dat de begunstigde rechtspersoon opricht.

De bedingen van de beheersovereenkomsten tot vaststelling van de bedragen en bepaling van de regels voor de aanpassing van de dotaties en subsidies die aan de bedoelde rechtspersonen worden toegekend, worden opgeschort voor het begrotingsjaar gedurende hetwelk het eerste lid van dit artikel wordt toegepast.

De toepassing van het eerste lid van dit artikel schort artikel 16, 4, derde zin, en § 5, van het voormelde decreet van 9 januari 2003 op, voor het jaar gedurende hetwelk dat lid wordt toegepast.

In voorkomend geval, wordt over een aanhangsel bij de beheersovereenkomst onderhandeld tussen de Regering en de rechtspersoon, om het bedrag van de dotaties en subsidies aan te passen dat wordt bepaald bij toepassing van het eerste lid en de opdrachten van openbare dienst die hem worden toegekend.

**Art. 3.** Voor de jaren 2015 tot 2019, in afwijking van artikel 8, § 3, a, van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) » kunnen de dotaties en subsidies ten laste van de Franse Gemeenschap, die de RTBF geniet, worden vastgesteld in het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

De bedingen van de beheersovereenkomst, gesloten tussen de Franse Gemeenschap en de RTBF tot vaststelling van de bedragen en bepaling van de regels voor de aanpassing van de dotaties en subsidies die aan de RTBF worden toegekend, worden opgeschort voor het begrotingsjaar gedurende hetwelk het eerste lid van dit artikel wordt toegepast.

De toepassing van het eerste lid van dit artikel schort artikel 8, § 4, tweede lid, tweede zin, en § 5, van het voormelde decreet van 14 juli 1997 op, voor het jaar gedurende hetwelk dat lid wordt toegepast.

In voorkomend geval, wordt over een aanhangsel bij de beheersovereenkomst onderhandeld tussen de Regering en de RTBF, om het bedrag van de dotaties en subsidies aan te passen dat wordt bepaald bij toepassing van het eerste lid en de opdrachten van openbare dienst die hem worden toegekend.

**Art. 4.** Voor de jaren 2015 tot 2019, in afwijking van artikel 26, § 3, 5°, van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "ONE", kunnen de dotaties en subsidies ten laste van de Franse Gemeenschap, die de ONE geniet, worden vastgesteld in het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

In voorkomend geval, wordt over een aanhangsel bij de beheersovereenkomst onderhandeld tussen de Regering en de O.N.E., om het bedrag van de dotaties en subsidies aan te passen dat wordt bepaald bij toepassing van het eerste lid en de opdrachten van openbare dienst die hem worden toegekend.

De bedingen van de beheersovereenkomst, gesloten tussen de Franse Gemeenschap en de O.N.E. tot vaststelling van de bedragen en bepaling van de regels voor de aanpassing van de dotaties en subsidies die aan de RTBF worden toegekend, worden opgeschort voor het begrotingsjaar gedurende hetwelk het eerste lid van dit artikel wordt toegepast.

De toepassing van het eerste lid van dit artikel schort artikel 26, § 4, tweede lid, tweede zin, en § 5, van het voormelde decreet van 17 juli 2002 op, voor het jaar gedurende hetwelk dat lid wordt toegepast.

**TITEL III. — Bepalingen betreffende het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie**

**HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 29 mei 1959  
tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving**

**Art. 5.** In artikel 3, § 3, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd bij de decreten van 12 juli 2001, 17 december 2009, 15 december 2010, 12 juli 2012, 17 juli 2013 en 18 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het vijfde lid, 2°, wordt punt d) vervangen door de volgende bepaling en aangevuld met een e) en f), luidend als volgt :

"d) voor het burgerlijk jaar 2014, door toepassing op de forfaitaire dotaties van het burgerlijk jaar 2013 van een indexering gelijk aan de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2014 en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2013;

e) voor de burgerlijke jaren 2015 en 2016, door toepassing op de forfaitaire dotaties van het burgerlijk jaar 2014 van een indexering van 0 %;

f) vanaf het burgerlijk jaar 2017, door toepassing op de forfaitaire dotaties van het voorgaand burgerlijk jaar, de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopend burgerlijk jaar en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het voorgaand burgerlijk jaar.";

2° in het zevende lid, wordt punt 12° door de volgende bepaling vervangen:

"12° in 2014 en 2015, met 0 % voor alle scholen en vestigingen betrokken bij dit artikel.";

3° in het zevende lid, wordt punt 13° vervangen door de volgende bepalingen en aangevuld met een 14° en 15° gewijzigd als volgt :

"13° in 2016 met :

a) 0,6578 % voor de andere scholen dan de basisscholen, met uitzondering van de vestigingen :

- van de klassen genummerd van 1 tot 3a, overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 0,6493 % zullen genieten;

- van de klas genummerd 13 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 0,6611 % zullen genieten;

- van de klas genummerd 14 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 0,6625 % zullen genieten;





- van de klas genummerd 20 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 0,6224 % zullen genieten.

15° in 2018 met :

a) 0,6492 % voor de andere scholen dan de basisscholen, met uitzondering van de vestigingen :

- van de klassen, genummerd van 1 tot 3a overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 0,6410 % zullen genieten;

- van de klas genummerd 13 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 0,6525 % zullen genieten;

- van de klas genummerd 14 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 0,6539 % zullen genieten;

- van de klas genummerd 15 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 0,6553 % zullen genieten;

- van de klas genummerd 16 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 0,6567 % zullen genieten;

- van de klas genummerd 17 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 0,6581 % zullen genieten;

- van de klas genummerd 18 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 0,6595 % zullen genieten;

- van de klas genummerd 19 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 0,6609 % zullen genieten;

- van de klas genummerd 20 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 0,6623 % zullen genieten;

b) 0,6062 % voor de basisscholen, met uitzondering van de vestigingen :

- van de klassen, genummerd van 1 tot 3a overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 0,6001 % zullen genieten;

- van de klas genummerd 13 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 0,6093 % zullen genieten;

- van de klas genummerd 14 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 0,6106 % zullen genieten;

- van de klas genummerd 15 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 0,6119 % zullen genieten;

- van de klas genummerd 16 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 0,6132 % zullen genieten;

- van de klas genummerd 17 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 0,6145 % zullen genieten;

- van de klas genummerd 18 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 0,6158 % zullen genieten;

- van de klas genummerd 19 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 0,6172 % zullen genieten;

- van de klas genummerd 20 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 0,6185 % zullen genieten.

4° in het achtste lid, wordt punt d) door de volgende bepalingen vervangen en aangevuld met een e) en f), luidend als volgt :

“d) voor het burgerlijk jaar 2014, door toepassing op de forfaitaire dotaties van het burgerlijk jaar 2013 van een indexering gelijk aan de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2014 en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2013;

e) voor de burgerlijke jaren 2015 en 2016, door toepassing op de forfaitaire dotaties van het burgerlijk jaar 2014 van een indexering van 0%;

f) vanaf het burgerlijk jaar 2017, door toepassing op de forfaitaire dotaties van het voorgaande burgerlijk jaar van de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopend burgerlijk jaar en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het voorgaande burgerlijk jaar.”.

**Art. 6.** Artikel 3, § 3bis, derde lid, van het voormelde wet van 29 mei 1959, wordt door de volgende bepaling vervangen:

“In afwijking van het eerste lid :

a) in 2014, krijgt elke inrichting 70,95 % van de overeenkomstig § 3 bepaalde vaste dotatie, en blijft 4,05 % voor de Schatkist toegekend;

b) in 2015, krijgt elke inrichting 70,99 % van de overeenkomstig § 3 bepaalde vaste dotatie, en blijft 4,01 % voor de Schatkist toegekend;

c) in 2016, krijgt elke inrichting 72,31 % van de overeenkomstig § 3 bepaalde vaste dotatie, en blijft 2,69 % voor de Schatkist toegekend;

in 2017, krijgt elke inrichting 73,66 % van de overeenkomstig § 3 bepaalde vaste dotatie, en blijft 1,34 % voor de Schatkist toegekend.”.

**Art. 7.** In artikel 32, § 2, van de voormelde wet van 29 mei 1959, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij het tweede lid, wordt de bepaling “vanaf het jaar 2015: 117.379.363,44 euro” vervangen door de volgende bepalingen :

“- voor het jaar 2015 : 109.854.214,59 euro;

voor het jaar 2016 : 112.362.597,54 euro;

voor het jaar 2017 : 114.870.980,49 euro;

vanaf het jaar 2018 : 117.379.363,44 euro.”;

2° in het zevende lid, wordt punt d) door de volgende bepalingen vervangen en aangevuld met een e) en f), luidend als volgt :

“d) voor het burgerlijk jaar 2014, door toepassing op de bedragen van het burgerlijk jaar 2013 van een indexering gelijk aan de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2014 en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2013;

d) voor de burgerlijke jaren 2015 en 2016, door toepassing op de forfaitaire dotaties van het burgerlijk jaar 2014 van een indexering van 0 %;

f) vanaf het burgerlijk jaar 2017, door toepassing op de forfaitaire dotaties van het voorgaande burgerlijk jaar van de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopend burgerlijk jaar en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het voorgaande burgerlijk jaar.”;

3° bij het achtste lid, wordt punt d) door de volgende bepalingen vervangen en aangevuld met een e) en f), luidend als volgt;

“d) voor het burgerlijk jaar 2014, door toepassing op de forfaitaire dotaties van het burgerlijk jaar 2013 van een indexering gelijk aan de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2014 en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2013;

e) voor de burgerlijke jaren 2015 en 2016, door toepassing op de forfaitaire dotaties van het burgerlijk jaar 2014 van een indexering van 0%;

f) vanaf het burgerlijk jaar 2017, door toepassing op de forfaitaire dotaties van het voorgaande burgerlijk jaar van de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopend burgerlijk jaar en het algemeen indexcijfer van januari van het voorgaande burgerlijk jaar.”.

**Art. 8.** In artikel 34, derde lid, van de voormelde wet van 29 mei 1959, wordt de bepaling “vanaf het jaar 2015 : 20.148.785,69 euro” vervangen door de volgende bepalingen :

“- 18.806.166,33 euro voor het jaar 2015;

- 19.253.706,12 euro voor het jaar 2016;

- 19.701.245,9 euro voor het jaar 2017;

- 20.148.785,69 euro vanaf het jaar 2018”.

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra*

**Art. 9.** In artikel 52 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra, wordt punt d) van het laatste lid vervangen door de volgende bepalingen en aangevuld met een e) en f), luidend als volgt :

“d) voor het burgerlijk jaar 2014, door toepassing op de forfaitaire dotaties van het burgerlijk jaar 2013 van een indexering gelijk aan de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2014 en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2013;

e) voor de burgerlijke jaren 2015 en 2016, door toepassing op de forfaitaire dotaties van het burgerlijk jaar 2014 van een indexering van 0%;

f) vanaf het burgerlijk jaar 2017, door toepassing op de forfaitaire dotaties van het voorgaande burgerlijk jaar van de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopend burgerlijk jaar en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het voorgaande burgerlijk jaar.”.

HOOFDSTUK III. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften*

**Art. 10.** In artikel 9bis van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, zoals ingevoegd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 augustus 1990, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 augustus 1991, vervangen bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 mei 1999 en 3 april 2003, en gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt vervangen door de volgende bepaling :

“1° 76 euro voor een aanvraag om gelijkwaardigheid met een basisstudiegetuigschrift of een studiebekwaamheidsbewijs dat toelating geeft tot het gemeenschappelijke of gedifferentieerde eerste jaar van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan. In afwijking van hetgeen voorafgaat, worden deze kosten op 51 euro bepaald voor de aanvragers die hun schoolbezoek hebben voortgezet in een land dat de publieke hulpverlening voor de ontwikkeling geniet erkend door de Commissie Ontwikkelingssteun van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO);»;

2° 76 euro voor een aanvraag om gelijkwaardigheid met een attest van het eerste gedifferentieerde jaar, met een verslag van verworven bekwaamheden uitgereikt op het einde van het eerste gemeenschappelijk jaar of verder met een oriëntatieattest uitgereikt op het einde van één van de andere jaren van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan. In afwijking van hetgeen voorafgaat, worden deze kosten op 51 euro bepaald voor de aanvragers die hun studies hebben voortgezet in een land dat de publieke hulpverlening voor de ontwikkeling geniet, erkend door de Commissie Ontwikkelingssteun van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO); »;

3° punt 3° wordt vervangen door hetgeen volgt :

« 3° 200 euro voor een aanvraag om gelijkwaardigheid met het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of

met het studiegetuigschrift, in voorkomend geval met het kwalificatiegetuigschrift van het zesde jaar van het secundair beroepsonderwijs of van het zevende jaar van het secundair technisch of beroepsonderwijs. In afwijking van hetgeen voorafgaat, worden deze kosten op 150 euro bepaald voor de aanvragers die hun studies hebben voortgezet in een land dat de publieke hulpverlening voor de ontwikkeling geniet, erkend door de Commissie Ontwikkelingssteun van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO);»;

4° punt 4° wordt vervangen door hetgeen volgt :

« 4° 200 euro voor een aanvraag om gelijkwaardigheid voor de bekwaamheidsbewijzen bepaald in artikel 1, tweede en derde lid. In afwijking van hetgeen voorafgaat, worden deze kosten op 150 euro bepaald voor de aanvragers die hun studies hebben voortgezet in een land dat de publieke hulpverlening voor de ontwikkeling geniet erkend door de Commissie Ontwikkelingssteun van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO). ».

**HOOFDSTUK IV.** — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 september 1972 tot vaststelling, wat betreft het kunstonderwijs, van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften*

**Art. 11.** In artikel 5bis, eerste lid, van het koninklijk besluit van 4 september 1972 tot vaststelling, wat betreft het kunstonderwijs, van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, zoals ingevoegd bij het besluit van de Executieve van 28 augustus 1990 en gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001 en 23 maart 2012, worden de twee streepjes vervangen door de volgende bepalingen :

« - 200 euro voor een gelijkwaardigheid voor een diploma van het kunstsecundair onderwijs. In afwijking van hetgeen voorafgaat, worden deze kosten op 150 euro bepaald voor de aanvragers die hun studies hebben voortgezet in een land dat de publieke hulpverlening voor de ontwikkeling geniet, erkend door de Commissie Ontwikkelingssteun van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO);

- 200 euro voor een gelijkwaardigheid voor een diploma van het hoger kunstonderwijs. In afwijking van hetgeen voorafgaat, worden deze kosten op 150 euro bepaald voor de aanvragers die hun studies hebben voortgezet in een land dat de publieke hulpverlening voor de ontwikkeling geniet, erkend door de Commissie Ontwikkelingssteun van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO). ».

**HOOFDSTUK V.** — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie*

**Art. 12.** Artikel 56 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, wordt punt d) door de volgende bepalingen vervangen en met een e) en f) aangevuld, luidend als volgt :

“d) voor het burgerlijk jaar 2014, door toepassing op de forfaitaire dotaties van het burgerlijk jaar 2013 van een indexering gelijk aan de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2014 en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2013;

e) voor de burgerlijke jaren 2015 en 2016, door toepassing op de forfaitaire dotaties van het burgerlijk jaar 2014 van een indexering van 0%;

f) vanaf het burgerlijk jaar 2017, door toepassing op de forfaitaire dotaties van het voorgaande burgerlijk jaar van de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopend burgerlijk jaar en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het voorgaande burgerlijk jaar.”.

**HOOFDSTUK VI.** — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd*

**Art. 13.** In artikel 18, § 1, van het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd, zoals gewijzigd bij de decreten van 17 december 2009, 12 juli 2012 en 17 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “gedurende de jaren 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014 en 2015” worden vervangen door de woorden “gedurende de jaren 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 en 2018”;

2° bij het tweede streepje, wordt punt d) door de volgende bepalingen vervangen en met een e) en f) aangevuld, luidend als volgt :

“d) voor het burgerlijk jaar 2014, door toepassing op de bedragen van het burgerlijk jaar 2013 van een indexering gelijk aan de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2014 en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2013;

e) voor de burgerlijke jaren 2015 en 2016, door toepassing op de bedragen van het burgerlijk jaar 2014 van een indexering van 0%;

f) vanaf het burgerlijk jaar 2017, door toepassing op de bedragen van het voorgaande burgerlijk jaar van de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopend burgerlijk jaar en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het voorgaande burgerlijk jaar.”.

3° het tweede lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

“In afwijking van het eerste lid :

a) in 2014, worden de budgettaire dotaties verminderd met 4,05 % van het bedrag van de budgettaire dotaties berekend overeenkomstig het eerste lid, eerste streepje;

b) in 2015, worden de budgettaire dotaties verminderd met 4,01 % van het bedrag van de budgettaire dotaties berekend overeenkomstig het eerste lid, eerste streepje;

c) in 2016, worden de budgettaire dotaties verminderd met 2,69 % van het bedrag van de budgettaire dotaties berekend overeenkomstig het eerste lid, eerste streepje;

d) in 2017, worden de budgettaire dotaties verminderd met 1,34 % van het bedrag van de budgettaire dotaties berekend overeenkomstig het eerste lid, eerste streepje;

e) Voor de jaren 2018 en volgende, worden de budgettaire dotaties berekend zonder rekening te houden met de vermindering van 4,05 % in 2014, 4,01 in 2015, 2,69 in 2016 en 1,34 in 2017.”.

**HOOFDSTUK VII.** — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 12 juli 2001 waarbij rekening wordt gehouden met de organisatie van levensbeschouwelijke cursussen in het gesubsidieerd niet-confessioneel vrij en officieel onderwijs*

**Art. 14.** In artikel 2 van het decreet van 12 juli 2001 waarbij rekening wordt gehouden met de organisatie van levensbeschouwelijke cursussen in het gesubsidieerd niet-confessioneel vrij en officieel onderwijs, wordt het streepje “- vanaf het jaar 2015 : 7.350.043,01 euro” vervangen door de volgende bepalingen:

“- Voor het jaar 2015 : 6.860.263,95 euro;

- voor het jaar 2016 : 7.023.523,64 euro;

- voor het jaar 2017 : 7.186.783,32 euro;  
vanaf het jaar 2018 : 7.350.043,01 euro.”.

**HOOFDSTUK VIII.** — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 19 mei 2006 betreffende de erkenning en de verspreiding van schoolboeken, schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen binnen de inrichtingen voor verplicht onderwijs*

**Art. 15.** In artikel 23 van het decreet van 19 mei 2006 betreffende de erkenning en de verspreiding van schoolboeken, schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen binnen de inrichtingen voor verplicht onderwijs, wordt het derde lid vervangen door de volgende bepalingen:

“De kredieten evolueren daarna als volgt :

a) voor het burgerlijk jaar 2014, door toepassing op de bedragen van het burgerlijk jaar 2013 van een indexering gelijk aan de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2014 en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2013;

b) voor de burgerlijke jaren 2015 en 2016, door toepassing op de bedragen van het burgerlijk jaar 2014 van een indexering van 0 %;

d) vanaf het burgerlijk jaar 2017, door toepassing op de bedragen van het voorgaande burgerlijk jaar van de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopend burgerlijk jaar en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het voorgaand burgerlijk jaar.”.

**Art. 16.** In artikel 24 van het decreet van 19 mei 2006 betreffende de erkenning en de verspreiding van schoolboeken, schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen binnen de inrichtingen voor verplicht onderwijs, wordt het derde lid, b) vervangen door de volgende bepalingen en aangevuld met een c) en d), luidend als volgt :

“b) voor het burgerlijk jaar 2014, door toepassing op de bedragen van het burgerlijk jaar 2013 van een indexering gelijk aan de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2014 en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2013;

c) voor de burgerlijke jaren 2015 en 2016, door toepassing op de bedragen van het burgerlijk jaar 2014 van een indexering van 0 %;

d) vanaf het burgerlijk jaar 2017, door toepassing op de bedragen van het voorgaande burgerlijk jaar van de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopend burgerlijk jaar en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het voorgaand burgerlijk jaar.”.

**HOOFDSTUK IX.** — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs*

**Art. 17.** In artikel 110, § 1, tweede lid, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, wordt punt d) vervangen door de volgende bepalingen en aangevuld met een e) en f), luidend als volgt :

“d) voor het burgerlijk jaar 2014, door toepassing op de bedragen van het burgerlijk jaar 2013 van een indexering gelijk aan de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2014 en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2013;

e) voor de burgerlijke jaren 2015 en 2016, door toepassing op de bedragen van het burgerlijk jaar 2014 van een indexering van 0 %;

f) vanaf het burgerlijk jaar 2017, door toepassing op de bedragen van het voorgaande burgerlijk jaar van de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopend burgerlijk jaar en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het voorgaand burgerlijk jaar.”.

**HOOFDSTUK X.** — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 26 maart 2009 tot toekenning van bijkomende middelen aan schoolinrichtingen voor de preventieadviseur*

**Art. 18.** In artikel 9 van het decreet van 26 maart 2009 tot toekenning van bijkomende middelen aan schoolinrichtingen voor de preventieadviseur, worden de woorden “op 1 september 2015” vervangen door de woorden “op 1 januari 2020”.

**Art. 19.** § 1. In artikel 6, § 3, eerste lid, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, wordt punt d) vervangen door de volgende bepaling :

“d) voor het burgerlijk jaar 2014, door toepassing op de bedragen van het burgerlijk jaar 2013 van een indexering gelijk aan de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2014 en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2013;

e) voor de burgerlijke jaren 2015 en 2016, door toepassing op de bedragen van het burgerlijk jaar 2014 van een indexering van 0 %;

f) vanaf het burgerlijk jaar 2017, door toepassing op de bedragen van het voorgaande burgerlijk jaar van de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopend burgerlijk jaar en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het voorgaand burgerlijk jaar.”.

§ 2. In artikel 7, § 3, eerste lid, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, wordt punt d) vervangen door de volgende bepaling:

“d) voor het burgerlijk jaar 2014, door toepassing op de bedragen van het burgerlijk jaar 2013 van een indexering gelijk aan de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2014 en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2013;

e) voor de burgerlijke jaren 2015 en 2016, door toepassing op de bedragen van het burgerlijk jaar 2014 van een indexering van 0 %;

f) vanaf het burgerlijk jaar 2017, door toepassing op de bedragen van het voorgaande burgerlijk jaar van de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopend burgerlijk jaar en het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het voorgaand burgerlijk jaar.”.

**HOOFDSTUK XI.** — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving*

**Art. 20.** § 1. In artikel 9, § 2, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, wordt een lid 11° ingevoegd, luidend als volgt :

“11° De aanwerving van bijkomend onderwijzend personeel of aanvullende lestijden voor de begeleiding in de klas of buiten de klas, de remediëring, de gerichte studie, de steun bij het leerproces, de pedagogische raadgeving, de opleiding, het teamwerk, de tutoring in het kader van de bestrijding van het niet-slagen op school en het afhaken van school.”.

§ 2. In artikel 9, wordt een paragraaf 3 toegevoegd :

“§ 3. De menselijke middelen die ingezet worden met de kredieten bedoeld bij artikel 6, § 3, met uitzondering van deze bedoeld bij paragraaf 2, lid 3(a), moeten aangewend worden in het kader van de strijd tegen het niet-slagen op school en het afhaken van school op basis van de strategie opgesteld door het PGAED (Algemeen Actieproject voor de gedifferentieerde omkadering) ten belope van de minimale percentages die door de Regering bepaald zullen worden, op basis van een evaluatie.”.

**Art. 21.** § 1. In artikel 10, § 2, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, wordt een elfde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“11° De aanwerving van bijkomend onderwijzend personeel of aanvullende lestijden voor de begeleiding in de klas of buiten de klas, de remediëring, de gerichte studie, de steun bij het leerproces, de pedagogische raadgeving, de opleiding, het teamwerk, de tutoring in het kader van de bestrijding van het niet-slagen op school en het afhaken van school.”.

§ 2. In artikel 10, wordt een paragraaf 3 toegevoegd :

“§ 3. De menselijke middelen die ingezet worden met de kredieten bedoeld bij artikel 7, § 3, met uitzondering van deze bedoeld bij paragraaf 2, lid 3(a), moeten aangewend worden in het kader van de strijd tegen het niet-slagen op school en het afhaken van school op basis van de strategie opgesteld door het PGAED ten belope van de minimale percentages die door de Regering bepaald zullen worden, op basis van een evaluatie.”.

**HOOFDSTUK XII.** — *Bepaling waarbij in duplicaatkosten wordt voorzien voor de diploma's en studiegetuigschriften uitgereikt door de inrichtingen georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap of door de examencommissie van de Franse Gemeenschap*

**Art. 22.** De kosten voor het verkrijgen door de Diensten van de Regering van het duplicaat van studiediploma's, getuigschriften en brevetten uitgereikt door een inrichting georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap of door de examencommissie van de Franse Gemeenschap worden op 50 euro vastgesteld.

#### **TITEL IV.** — *Bepalingen betreffende de infrastructuur*

##### **HOOFDSTUK I.** — *Bepalingen met betrekking tot de schoolgebouwen*

**Art. 23.** In artikel 5 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals aangevuld bij het decreet van 15 december 2010, hierna het decreet van 5 februari 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 worden een 4° en 5° toegevoegd, luidend als volgt :

“4° in 2014, een uitzonderlijke dotatie van 5.303.292,38 euro met het oog op de oprichting van nieuwe plaatsen in de schoolinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap om tegemoet te komen aan de demografische evoluties en waarvan de bedragen door de Regering bepaald moeten worden;

5° in 2014, een uitzonderlijke dotatie van 1.776.000 euro voor het steuninitiatief van de netoverschrijdende samenwerking op het gebied van het kwalificerend onderwijs op de vestiging van de Cité des métiers te Charleroi.”;

2° in paragraaf 4, 1°, wordt een e) toegevoegd, luidend als volgt :

“e) zorgen voor de betaling van de werken voor de vernieuwing, verbouwing en transformatie van de schoolgebouwen waarvan ze de eigenaar zijn of waarover ze over een zakelijk recht beschikken dat overgedragen werd voor een minimumduur van 20 dagen, en dit voor de projecten bedoeld bij artikel 49 van het programmadecreet van 18 december 2013 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, cultuur, leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, het agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hoger onderwijs, de schoolgebouwen en onderzoek.”;

3° in paragraaf 4, wordt een 3°, luidend als volgt, ingevoegd :

“3° Het steuninitiatief van de netoverschrijdende samenwerking op het gebied van het kwalificerend onderwijs op de vestiging van de Cité des métiers te Charleroi, via de tenlasteneming van de honoraria voor bouwkunststudies.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de financiering van de actie.”.

**Art. 24.** In artikel 7 van het voormelde decreet van 5 februari 1990 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, wordt een 4° toegevoegd, luidend als volgt :

“4° in 2014, een uitzonderlijke dotatie van 11.288.279,59 euro met het oog op de oprichting van nieuwe plaatsen in de schoolinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap om tegemoet te komen aan de demografische evoluties en waarvan de bedragen door de Regering bepaald moeten worden.”;

2° paragraaf 4 wordt gewijzigd als volgt :

“Het Fonds voor Schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs heeft als doel de subsidiëring ten belope van :

1° 60 % voor de aankoop en de bouw, de modernisatie-, uitbreidings- en verbouwingswerken alsook de eerste uitrusting van gebouwen bestemd voor schoolgebouwen, psycho-medisch-sociale centra of gesubsidieerde officiële internaten.

Het subsidieerbare bedrag kan forfaitair bepaald worden volgens de regels bepaald door de Regering. Met dat doel kan de Regering een maximumbedrag bepalen voor de toelaatbare uitgaven per type werken waarvoor de tegemoetkoming van het fonds aangevraagd wordt;

2° 100 % voor de projecten bedoeld bij artikel 49 van het programmadecreet van 18 december 2013 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, cultuur, leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, het agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hoger onderwijs, de schoolgebouwen en onderzoek.”.

**Art. 25.** In artikel 9 van het voormelde decreet van 5 februari 1990 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 wordt een 4° toegevoegd, luidend als volgt :

“4° in 2014, een uitzonderlijke dotatie van 13.796.412,14 euro met het oog op de oprichting van nieuwe plaatsen in de schoolinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap om tegemoet te komen aan de demografische evoluties en waarvan de bedragen door de Regering bepaald moeten worden.”;

2° in paragraaf 4 wordt een 4° toegevoegd, luidend als volgt :

“4° zorgen voor de betaling van de subsidies ten belope van 100 % voor de projecten bedoeld bij artikel 49 van het programmadecreet van 18 december 2013 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, cultuur, leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, het agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hoger onderwijs, de schoolgebouwen en onderzoek.”.

**Art. 26.** In artikel 10, § 5, van het voornoemde decreet van 5 februari 1990, worden de woorden “Onder voorbehoud [...]” vervangen door de woorden “Met uitzondering van de toekenning van subsidies om nieuwe plaatsen op te richten om aan de demografische evolutie te beantwoorden bedoeld bij artikel 9, § 4, 4°, en onder voorbehoud van”.

**Art. 27.** In artikel 7, § 1, van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij het decreet van 12 juli 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, tussen de woorden “-euro 35.826.000 in 2013” en de woorden “worden bestemd voor het prioritaire programma voor de werken.”, worden de volgende woorden ingevoegd :

“-euro 36.233.400 in 2014;

-euro 36.233.400 in 2015;

-euro 36.233.400 in 2016”;

2° het tweede lid wordt door de volgende bepaling vervangen: “Vanaf 2017, wordt het bedrag van 2013 aangepast aan het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op één januari van het betrokken jaar teruggebracht op het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari 2013.”.

HOOFDSTUK II. — *Bepaling betreffende het Koninklijk Conservatorium Brussel (Conservatoire Royal de Bruxelles)*

**Art. 28.** De Franse Gemeenschap wordt ertoe gemachtigd, samen met de Vlaamse Gemeenschap, of een instelling die eronder ressorteert, en de Staat, of een instelling ervan uitgaande, een maatschappij bestemd om als inbreng de onroerende goederen waarin het Conservatoire Royal de Bruxelles gevestigd is te krijgen, gelegen Regentschapsstraat, 30, 1000 Brussel, en ze te vernieuwen, en er een oorspronkelijke bijdrage in geld van 500.000 euro te nemen, gelijk aan deze van de andere stichters, en haar vrij te maken.

#### TITEL V. — *Bepaling betreffende het Kind*

**Art. 29.** In artikel 18 van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de decreten van 16 februari 2012 en 6 juni 2013, worden de woorden “31 december 2014” vervangen door de woorden “31 december 2015.”.

#### TITEL VI. — *Bepalingen betreffende Cultuur*

##### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Art. 30.** Enige beslissing, of maatregel genomen inzake erkenning, categorieverandering, al dan niet automatische toekenning van bijkomende middelen met toepassing van :

1° het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen;

2° het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;

3° het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken;

4° het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit;

5° het decreet van 21 november 2013 betreffende de Culturele centra,

moet binnen de perken van de kredieten bepaald in het decreet dat de uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2015 bevat, verricht worden.

**Art. 31.** Wat betreft de operatoren van de cultuursector die niet onderworpen worden aan :

1° het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen;

2° het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

3° het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;

4° het decreet van 12 mei 2004 betreffende de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België;

5° het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken;

6° het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit;

7° het decreet van 21 november 2013 betreffende de Culturele centra;

8° het decreet van 3 april 2014 betreffende de plastische kunsten,

voor de burgerlijke jaren 2015 en 2016 worden de bedragen van de overeenkomsten en programmaovereenkomsten die ze toegekend worden, niet geïndexeerd.

**Art. 32.** Wat betreft de niet-reglementaire subsidies van de sectoren die onder de toepassing van de volgende decreten vallen :

1° het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen;

2° het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

3° het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;

4° het decreet van 12 mei 2004 betreffende de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België;

5° het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken;

6° het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit;

7° het decreet van 21 november 2013 betreffende de Culturele centra;

8° het decreet van 3 april 2014 betreffende de plastische kunsten,

voor het burgerlijk jaar 2015 worden de bedragen van de overeenkomsten en programmaovereenkomsten die ze toegekend worden, verminderd met 1 %.

#### HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de musea en andere museale instellingen*

##### *Afdeling I.* — *Musea en andere museale instellingen erkend krachtens het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen*

**Art. 33.** In artikel 8 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 2006 tot uitvoering van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen, wordt in fine een lid toegevoegd, luidend als volgt :

“De bedragen van de jaarlijkse subsidies bedoeld bij de artikelen 9 en 10 van het decreet toegekend aan de erkende musea, worden verminderd ten belope van 1 % voor het burgerlijk jaar 2015.”.

**Art. 34.** In artikel 9, § 2, van het voormelde besluit van 22 december 2006 wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van het eerste lid worden de bedragen van de jaarlijkse subsidies aan erkende musea bedoeld bij de artikelen 9 en 10 van het decreet niet geïndexeerd gedurende de burgerlijke jaren 2015 en 2016”.

**Art. 35.** In artikel 11, § 1, van hetzelfde besluit, wordt in fine een lid toegevoegd, luidend als volgt :

“De bedragen van de subsidies bedoeld bij het eerste lid worden verminderd ten belope van 1% voor het burgerlijk jaar 2015.”.

**Art. 36.** In artikel 13 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 2006 tot uitvoering van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen, wordt in fine een lid toegevoegd, luidend als volgt:

“De bedragen van de subsidie om een instelling toe te laten zich in overeenstemming te brengen met de vereisten om als museum of museale instelling erkend te worden, bedoeld bij artikel 14 van het decreet, worden verminderd ten belope van 1 % voor het burgerlijk jaar 2015.”.

#### HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende de ontwikkeling van leespraktijken*

##### *Afdeling I.* — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken*

**Art. 37.** In artikel 14, § 1, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken, wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van het eerste lid, vinden de evaluatie van het vijfjarenplan voor de operatoren van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening waarvan de erkenning uitwerking had op 1 januari 2011 en de evaluatie van het plan met de actie- en programmatiedoelstellingen bedoeld bij artikel 19, § 3, voor de vereniging die de bibliothecarissen en bibliotheken vertegenwoordigt, die erkend is krachtens het decreet van 10 april 2003 en waarvan het programmaovereenkomst uitwerking heeft sinds 1 januari 2011, plaats op het einde van het vijfde jaar van hun uitvoering”.

**Art. 38.** In artikel 15, van het decreet van 30 april 2009, wordt in fine een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van het tweede lid, c, maakt het behoud van de erkenning van operatoren van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening waarvan de erkenning uitwerking had op 1 januari 2011 en van de vereniging die de bibliothecarissen en bibliotheken vertegenwoordigt, die erkend is krachtens het decreet van 10 april 2003 en

waarvan het programmaovereenkomst uitwerking heeft sinds 1 januari 2011, het voorwerp uit van een beslissing van de Regering op het einde van elke vijfjarenperiode verlengd met één jaar overeenkomstig artikel 14, § 1, in fine”.

**Art. 39.** Artikel 18, 1°, tweede lid, van het voormelde decreet van 30 april 2009 wordt door de volgende bepaling vervangen :

“Het aantal permanenten wordt bepaald voor de duur van de erkenning op basis van de cijfers van de bevolking ingeschreven in het volksregister opgesteld op het grondgebied bediend door de operator op het ogenblik van de erkenning of op forfaitaire wijze.”.

**Art. 40.** In artikel 20 van het voornoemde decreet van 30 april 2009 wordt een tweede lid, luidend als volgt, toegevoegd :

“In afwijking van het eerste lid worden de bedragen van de subsidies bedoeld bij artikel 18, 2°, van hetzelfde decreet niet geïndexeerd gedurende de burgerlijke jaren 2015 en 2016.”.

**Art. 41.** In artikel 21 van het voormelde decreet van 30 april 2009, wordt een vierde lid toegevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van het tweede lid, 1° en 2°, voor het jaar 2015 en wat betreft de forfaitaire werkingssubsidies en de subsidies voor de activiteiten vastgesteld door de Regering, wordt de eerste schijf bepaald op 84% van de bedragen bepaald door de Regering. Daar het bedrag van de forfaitaire werkings- en activiteitsubsidies bepaald door de Regering een maximumbedrag van 99 % bereikt, wordt de afgetrokken som niet later gestort.”.

**Art. 42.** In artikel 34 van het decreet van 30 april 2009, bij het eerste en tweede lid, worden de woorden “vanaf de inwerkingtreding van dit decreet” en “vanaf de inwerkingtreding van dit decreet” vervangen door de woorden “vanaf 2014”.

*Afdeling II.* — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2011 houdende toepassing van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken

**Art. 43.** In artikel 19 van het voornoemde besluit van 19 juli 2011, worden twee leden toegevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van het eerste lid, worden ten laatste tegen 31 januari na het vijfde jaar van het plan ingediend :

1° het algemeen uitvoeringsverslag en het nieuwe vijfjarenplan voor de ontwikkeling van de operatoren van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening waarvan de erkenning uitwerking op 1 januari 2011 had;

2° het nieuwe plan waarin de actie- en programmatiedoelstellingen opgenomen worden van de vereniging die de bibliothecarissen en bibliotheken vertegenwoordigt, die erkend is als vertegenwoordigende vereniging van de gebruikers krachtens het decreet van 10 april 2003 waarvan het programmaovereenkomst uitwerking had op 1 januari 2011.

In afwijking van het tweede lid, worden de adviezen van de Raad en de Inspectie vóór 1 september gegeven van het zesde jaar voor de operatoren van de operatoren van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening waarvan de erkenning uitwerking op 1 januari 2011 had en voor de vereniging die de bibliothecarissen en bibliotheken vertegenwoordigt, die erkend is als vertegenwoordigende vereniging van de gebruikers krachtens het decreet van 10 april 2003 waarvan het programmaovereenkomst uitwerking had op 1 januari 2011.”.

**Art. 44.** Artikel 27 van het voornoemde besluit van 19 juli 2011 wordt gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 1, eerste lid, na de woorden “Voor de plaatselijke bibliotheken wordt het bedrag van de forfaitaire subsidies voor de werking en de activiteiten bedoeld bij artikel 18, 2°, van het decreet berekend volgens de hiernavolgende tabel” worden de woorden “; dit bedrag is geldig voor de hele periode van de erkenning verbonden aan het vijfjarenplan voor ontwikkeling.”;

2° in paragraaf 4, eerste lid, na de woorden “Voor de plaatselijke bibliotheken wordt het bedrag van de forfaitaire subsidies voor de werking en de activiteiten bedoeld bij artikel 18, 2°, van het decreet berekend volgens de hiernavolgende tabel” worden de woorden “; dit bedrag is geldig voor de hele periode van de erkenning verbonden aan het vijfjarenplan voor ontwikkeling.”;

3° in artikel 44 toevoegen in fine :

“Voor het jaar 2015 zal de progressiviteitschijf bereikt door de erkende operatoren gelijk zijn aan deze van 2014.”.

*HOOFDSTUK IV. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding*

**Art. 45.** In artikel 13 van het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van het eerste lid, worden de bedragen van de subsidies bedoeld bij de artikelen 9, 1° en 2°, 10 en 11 niet geïndexeerd gedurende de burgerlijke jaren 2015 en 2016.”.

*HOOFDSTUK V. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit*

**Art. 46.** Artikel 37 van het voormelde decreet van 30 april 2009 wordt door de volgende bepaling aangevuld :

“In afwijking van het eerste lid, worden de bedragen van de subsidies bedoeld bij de artikelen 30, 1° en 4°, 31, 1°, en 32, 1° niet geïndexeerd gedurende de burgerlijke jaren 2015 en 2016.”.



**Art. 47.** In artikel 49, eerste lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, worden de woorden “6 jaar” vervangen door de woorden “7 jaar”.

In het tweede lid van hetzelfde artikel worden de woorden “in 2013 en 2014” vervangen door de woorden “in 2013, 2014 en 2015”.

**Art. 48.** In artikel 51 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “geïndexeerd volgens het gezondheidsindexcijfer, gedurende een periode van drie jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit decreet” vervangen door de woorden “voor een periode van vijf jaar vanaf 1 januari 2014”;

2° in het tweede lid worden de woorden “die drie jaren” vervangen door de woorden “die vijf jaren”;

3° in het derde lid, “2018” vervangen door “2019”.

*HOOFDSTUK VI. — Bepalingen tot wijziging van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten*

**Art. 49.** In artikel 35 van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

“Het bedrag van de types steun bedoeld bij het eerste lid, 3° en 4°, wordt verminderd met 1 % in 2015.”.

*HOOFDSTUK VII. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 21 november 2013 betreffende de Culturele centra*

**Art. 50.** In artikel 106 wordt een paragraaf 6, luidend als volgt, toegevoegd :

“In afwijking van paragraaf 2, tweede en derde lid, van dit artikel, worden de subsidies ingeschreven in de programmaovereenkomst ten belope van 1% verminderd voor het burgerlijke jaar 2015.”.

*HOOFDSTUK VIII. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 april 2014 betreffende de plastische kunsten*

**Art. 51.** In artikel 8 van het decreet van 3 april 2014 betreffende de plastische kunsten, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

“Het bedrag van de types steun bedoeld bij het eerste lid, 3° en 4°, wordt verminderd met 1 % in 2015.”.

*HOOFDSTUK IX. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België*

**Art. 52.** In artikel 4 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België, na het eerste lid, een lid invoegen, luidend als volgt :

“In afwijking van het vorige lid, worden de forfaitaire werkingssubsidies en de subsidies in functie van de activiteiten die werkelijk gepresteerd werden verminderd met 1 % voor het jaar 2015.”.

*HOOFDSTUK X. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 26 mei 2011 tot instelling van de Seniorencommissie van de Franse Gemeenschap*

**Art. 53.** In artikel 7 van het decreet van 26 mei 2011 tot instelling van de Seniorencommissie van de Franse Gemeenschap, wordt een derde lid, luidend al volgt, toegevoegd :

“In afwijking van het tweede lid wordt het deel activiteiten en werking van deze subsidie niet geïndexeerd gedurende de burgerlijke jaren 2015 en 2016.”.

**Art. 54.** In artikel 5, § 2 van het decreet van 26 mei 2011 tot instelling van de Seniorencommissie van de Franse Gemeenschap, worden de woorden “op de datum van de kennisgeving van de beslissing” vervangen door de woorden “op 1 januari van het jaar dat de datum van de kennisgeving van de beslissing volgt.”.

**Art. 55.** In artikel 8, § 1, van het voornoemde decreet van 26 mei 2011, worden de woorden “op 1 april van ieder jaar” vervangen door de woorden “ten laatste op 30 juni van ieder jaar”.

In paragraaf 2 van hetzelfde artikel, worden de woorden “op 1 april van het derde jaar” vervangen door de woorden “op 30 juni van het derde jaar”.

**Art. 56.** In hetzelfde decreet wordt tussen de Hoofdstukken VI en VII een Hoofdstuk VIbis ingevoegd, met het opschrift “Afwijkingsbepaling”

**Art. 57.** In hetzelfde decreet wordt in Hoofdstuk VIbis een artikel 12bis ingevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van artikel 5, § 2, heeft de erkenning van de eerste vereniging die erkend wordt krachtens dit decreet uitwerking met ingang van de datum van de kennisgeving van de beslissing en zal van rechtswege verlengd worden met het aantal dagen die noodzakelijk zijn tot 31 december van het lopend jaar gedurende welk de erkenning tot zijn einde moet komen.”.

**TITEL VII. — Bepalingen betreffende de Jeugd**

**Art. 58.** In artikel 45 van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties, wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van paragraaf 1, worden de bedragen van de subsidies bedoeld bij artikel 44, § 1, 1°, b), c), d) en e), niet geïndexeerd gedurende de burgerlijke jaren 2015 en 2016.”.

**Art. 59.** In artikel 29 van het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten, wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van het eerste lid, worden de bedragen van de subsidies bedoeld bij de artikelen 19, tweede lid, b), en 20, tweede lid, b), niet geïndexeerd gedurende de burgerlijke jaren 2015 en 2016.”.

**Art. 60.** In artikel 63 van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties, wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van het eerste lid, worden de bedragen van de subsidies bedoeld bij de artikelen 33 tot 35, artikel 59, vierde lid, artikel 61, eerste lid, 3° en 4°, en het forfaitaire bedrag van 7.250 euro bedoeld bij het eerste lid van artikel 62, niet geïndexeerd gedurende de burgerlijke jaren 2015 en 2016.”

**TITEL VIII. — Bepaling betreffende de “Académie de Recherche et d’Enseignement supérieur (ARES) (Académie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs)**

**HOOFDSTUK I. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies**

**Art. 61.** In artikel 27, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, worden de woorden “2.500.000 EUR” vervangen door de woorden “3.500.000 EUR”.

In hetzelfde artikel, wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt : “Voor de jaren 2015 en 2016, wordt alleen 90 % van het in het eerste lid bepaalde basisbedrag geïndexeerd volgens de methode die in het tweede lid wordt bepaald”.

**HOOFDSTUK II. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren**

**Art. 62.** Artikel 1, 1., van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, wordt aangevuld met een punt f), luidend als volgt :

“f) de “Académie de Recherche et d’Enseignement supérieur (ARES) (Académie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs) bedoeld bij het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.”.

**Art. 63.** Artikel 2, tweede lid, van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, wordt aangevuld met een punt 7, luidend als volgt :

“7. De artikelen 3 tot 8, 16 tot 19 en 30 tot 44 zijn niet van toepassing op de ARES.”.

**TITEL IX. — Bepalingen betreffende de financiering van het universitair en niet universitair hoger onderwijs**

**HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling**

**Art. 64.** In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 4, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt : “ Voor de jaren 2015 en 2016, wordt alleen 90 % van de in de §§ 1 en 2 bedoelde basisbedragen geïndexeerd.”;

2° in § 7, worden de woorden “, en de jaarlijkse verhogingen voor de begrotingsjaren 2013 en 2014 bedragen nul euro” vervangen door de woorden : “, en de jaarlijkse verhogingen voor de begrotingsjaren 2013 en 2014 bedragen nul euro; de jaarlijkse verhoging voor 2015 wordt voor 3 jaar vastgelegd en vereffend in verhouding tot één derde per jaar van 2015 tot 2017.”.

**Art. 65.** In artikel 32*bis*, vijfde lid, worden de volgende woorden toegevoegd : “Voor de jaren 2015 en 2016 betreft die indexering alleen 90 % van het in het eerste lid bepaalde bedrag.”.

**Art. 66.** In artikel 35, eerste lid, 2°, van dezelfde wet, worden de volgende woorden toegevoegd “behalve voor de jaren 2015 en 2016, waarvoor alleen 90 % van dat bedrag wordt geïndexeerd”.

**Art. 67.** In artikel 35*bis*, eerste lid, 2°, van dezelfde wet, worden de volgende woorden toegevoegd : “behalve voor de jaren 2015 en 2016 waarvoor alleen 90 % van dat bedrag wordt geïndexeerd”.

**Art. 68.** In artikel 35*ter*, tweede lid, van dezelfde wet, worden de volgende woorden toegevoegd “Voor de jaren 2015 en 2016, betreft die indexering alleen 90 % van de in het eerste lid 2° en 3° bedoelde bedragen.”.

**Art. 69.** In artikel 35*quater*, tweede lid, van dezelfde wet, worden de volgende woorden toegevoegd : “Voor de jaren 2015 en 2016, betreft die indexering alleen 90 % van de in het tweede lid en het derde lid bedoelde bedragen.”.

**Art. 70.** In artikel 35*quinquies*, eerste lid, 2°, van dezelfde wet, worden de volgende woorden toegevoegd : “Voor de jaren 2015 en 2016, betreft die indexering alleen 90 % van dat bedrag.”.

**Art. 71.** In artikel 35*sexies*, tweede lid, van dezelfde wet, worden de volgende woorden toegevoegd : “Voor de jaren 2015 en 2016, betreft die indexering alleen 90 % van de in het tweede lid en het derde lid bedoelde bedragen.”.

**Art. 72.** In artikel 36ter van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden “de academies” vervangen door de woorden “de universiteiten”, en worden de woorden “83, § 1, tweede lid, 1° tot 3° en 5°, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten » vervangen door de woorden « 148, tweede lid, 1° tot 3° en 7°, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies »;

2° in het tweede lid, worden de volgende woorden toegevoegd: “Voor de jaren 2015 en 2016, betreft die indexering alleen 90 % van de in het tweede lid en het derde lid bedoelde bedragen.”.

3° in het derde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) De woorden “de academiën” worden vervangen door de woorden “de universiteiten”;

b) De woorden “het aantal volledige schijven van 3,125 percent vervat in het totale percentage bestemd voor iedere academie vastgesteld op basis van” worden geschrapt;

c) De woorden “29, § 1, eerste lid “ worden vervangen door de woorden “29, § 1, tweede lid”;

4° in het vierde lid, worden de woorden “elke academie” vervangen door de woorden “elke universiteit” en de woorden “door overdracht aan de instellingen waaruit zij bestaat” geschrapt.

**Art. 73.** In artikel 36quater van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden “de academiën” vervangen door de woorden “de universiteiten” en worden de woorden “83, § 1, van het voormelde decreet van 31 maart 2004” vervangen door de woorden “148 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies”;

2° in het vierde lid, worden de volgende woorden toegevoegd “Voor de jaren 2015 en 2016, betreft die indexering alleen 90 % van het in het eerste lid en het derde lid bedoelde bedrag.”;

3° in het tweede lid, worden de woorden “de academies” vervangen door de woorden “de universiteiten” en worden de woorden “die lid zijn van iedere academie” geschrapt;

4° in het derde lid, worden de woorden “aan de Conseil Interuniversitaire de la Communauté française (CIUF) » vervangen door de woorden « aan de Académie de Recherche et d’Enseignement supérieur (ARES) (Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs)”;

5° in het vijfde lid, wordt het woord “De CIUF” vervangen door het woord “De ARES”.

**Art. 74.** In artikel 36quater/1 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden “de universitaire academiën” worden vervangen door de woorden “de universiteiten”;

b) de woorden “83, § 1 en 85bis van het voormelde decreet van 31 maart 2004 “ worden vervangen door de woorden “148 en 149 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies”;

2° in het tweede lid, worden de woorden “83, § 2, van het voormelde decreet van 31 maart 2004” vervangen door de woorden “148, vierde lid van het voormelde decreet van 7 november 2013”;

3° in het derde lid, worden de woorden “de CIUF” vervangen door de woorden “de ARES”;

4° in het vierde lid, worden de volgende woorden toegevoegd: “Voor de jaren 2015 en 2016, betreft die indexering alleen 90 % van het in het eerste lid bedoelde bedrag.”.

**Art. 75.** In artikel 45 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1bis, eerste lid, worden de woorden “en de universiteiten” ingevoegd tussen de woorden « de universitaire academiën » en de woorden « voor leningen voor gebouwen ».

2° in § 1bis, tweede lid, worden de woorden « universitaire academiën » en de woorden « in functie van hun behoeften aan investeringen ».

3° in § 1, worden de volgende woorden toegevoegd « Voor de jaren 2015 en 2016, betreft die indexering alleen 90 % van de in de vorige paragrafen bedoelde paragrafen ».

*HOOFDSTUK II. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, zoals gewijzigd*

**Art. 76.** In artikel 89, § 3, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, zoals gewijzigd, worden de woorden « 2013 », « 70,25 EUR » en « 2014 » respectief vervangen door de woorden « 2015 », « 71,12 euro » en « 2017 ».

*HOOFDSTUK III. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen*

**Art. 77.** In artikel 9, tweede lid, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, worden de volgende woorden toegevoegd : « Voor de jaren 2015 en 2016, betreft die rentevoet alleen 90 % van het in het eerste lid van artikel 10 bedoelde bedrag. ».

**Art. 78.** In artikel 14, zevende lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « 2013 » en « 250.000 EUR » respectief vervangen door de woorden « 2015 » en « 254.000 euro » en worden de woorden: «Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast » vervangen door de woorden : « Vanaf het begrotingsjaar 2017, wordt dat bedrag jaarlijks aangepast. ».

**Art. 79.** In artikel 21quater, § 1, van hetzelfde decreet, worden de woorden « 2013 », « 11.895.399 EUR » en « 2014 » respectief vervangen door de woorden « 2015 », « 12.027.438 euro » en « 2017 ».

**Art. 80.** In artikel 21quinquies, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in het eerste lid, worden de woorden « 2013 » en « 520.000 » respectief vervangen door de woorden « 2015 » en « 527.000 »;

- in het tweede lid, wordt het woord « 2014 » vervangen door het woord « 2017 ».

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling betreffende het « Centre hospitalier universitaire de Liège »*

**Art. 81.** In artikel 10, derde lid van het programmadecreet van 19 december 2002 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, het "Fonds Ecureuil" van de Franse Gemeenschap, de euro, de universitaire instellingen, het "Centre hospitalier universitaire de Liège", de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor de gezondheidspromotie op school, het onderwijs en het "Centre technique horticole de Gembloux", zoals gewijzigd, worden de volgende woorden toegevoegd: « Voor de jaren 2015 en 2016, wordt de vastgestelde indexering afgeschaft. ».

HOOFDSTUK V. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 20 juli 2005 betreffende het bijkomend inschrijvingsgeld geïnd in het niet-universitair hoger onderwijs*

**Art. 82.** In artikel 4, § 1, van het decreet van 20 juli 2005 betreffende het bijkomend inschrijvingsgeld geïnd in het niet-universitair hoger onderwijs, zoals gewijzigd, worden de woorden « 2013 », « 1.677.129 EUR » en « 2014 », respectief vervangen door de woorden « 2015 », « 1.695.745 euro » en « 2017 ».

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)*

**Art. 83.** In artikel 60*quinquies*, § 1, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « 2013 » en « 137.000 EUR » respectief vervangen door de woorden « 2015 » en « 139.000 euro »;

2° in het tweede lid, worden de woorden « Dat bedrag wordt jaarlijks aangepast » vervangen door de woorden « vanaf het begrotingsjaar 2017, wordt dat bedrag jaarlijks aangepast » en worden de woorden « /Gezondheidsindex van de maand januari van het begrotingsjaar 2013 » vervangen door de woorden « /Gezondheidsindex van de maand januari van het begrotingsjaar 2016. ».

**Art. 84.** In artikel 59, eerste lid, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), zoals gewijzigd, worden de woorden « 2013 », « 66,89 EUR » en « 2014 » respectief vervangen door de woorden « 2015 », « 67,72 euro » en « 2017 ».

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen*

**Art. 85.** In artikel 2, tweede lid en derde lid, van de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen, zoals gewijzigd, worden de woorden « 380,64 EUR » en « 253,10 EUR » respectief vervangen door de woorden « 377,78 EUR » en « 251,20 EUR ».

HOOFDSTUK VIII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 6 oktober 2011 betreffende de cursusdragers*

**Art. 86.** In artikel 2, § 1, van het decreet van 6 oktober 2011 betreffende de cursusdragers, zoals gewijzigd, wordt een vierde lid toegevoegd, luidend als volgt: « Voor de begrotingsjaren 2015 en 2016, wordt de in het derde lid vastgestelde indexering afgeschaft. ».

TITEL X. — *Bepalingen betreffende het onderzoek*HOOFDSTUK I. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het Onderzoek door het « Fonds national de la Recherche scientifique »*

**Art. 87.** In artikel 1 van het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het Onderzoek door het « Fonds national de la Recherche scientifique », wordt een vierde lid toegevoegd, luidend als volgt: « Voor de begrotingsjaren 2015 en 2016, betreft de in het derde lid bedoelde indexering alleen 90 % van het bedrag van de in het tweede lid bedoelde subsidie. ».

**Art. 88.** In artikel 8 van hetzelfde decreet wordt een vijfde lid toegevoegd, luidend als volgt: "Voor de begrotingsjaren 2015 en 2016, betreft de in het vierde lid vastgestelde indexering alleen 90 % van het in het vierde lid vastgestelde bedrag."

**Art. 89.** In artikel 11 van hetzelfde decreet, wordt een vierde lid toegevoegd, luidend als volgt: « Voor de begrotingsjaren 2015 en 2016, betreft de in het derde lid bedoelde indexering alleen 90 % van het bedrag van de in het derde lid bedoelde subsidie. ».

**Art. 90.** In artikel 15 van hetzelfde decreet, wordt een vierde lid toegevoegd, luidend als volgt: "Voor de begrotingsjaren 2015 en 2016, betreft de in het vierde lid vastgestelde indexering alleen 90 % van het in het tweede lid vastgestelde bedrag."

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 januari 2014 betreffende de financiering van onderzoek in de universiteiten*

**Art. 91.** In artikel 1 van het decreet van 30 januari 2014 betreffende de financiering van onderzoek in de universiteiten, wordt een vierde lid toegevoegd, luidend als volgt: « Voor de begrotingsjaren 2015 en 2016, betreft de in het derde lid bedoelde indexering alleen 90 % van het in het tweede lid bedoelde bedrag. ».

**Art. 92.** In artikel 5 van hetzelfde decreet, wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt: « Voor de begrotingsjaren 2015 en 2016, betreft de in het derde lid bedoelde indexering alleen 90 % van het bedrag van de in het tweede lid bedoelde subsidie. ».

TITEL XI. — *Slotbepalingen*

Art. 93. De artikelen 23 tot 28 hebben uitwerking op 1 januari 2014.

De andere artikelen treden in werking op 1 januari 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 december 2014.

De Minister-president,

R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Onderwijs,

Cultuur en Kind,

Mevr. J. MILQUET

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,

Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen en Promotie van Brussel,  
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Sport,

R. COLLIN

De Minister van Begroting,  
Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie,

Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

Mevr. I. SIMONIS

—  
Nota

(1) *Zitting 2014-2015.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 47-1. — Adviezen van de commissies, nr. 47-2 tot nr. 47-7. — Commissieamendementen, nr. 47-8. — Verslag, nr. 47-9. — Vergaderingamendementen, nr. 47-10.

Integraal verslag. Bespreking en aanneming. Vergadering van 17 december 2014.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2015/29016]

**17 DECEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », l'article 3;

Vu le décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination;

Vu le décret du 26 mars 2009 modifiant le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », et le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, les articles 35 et 38;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 2004 relatif à la reconnaissance des formations et qualifications du personnel des milieux d'accueil;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2003 fixant la liste des catégories de services ou institutions visées à l'article 6, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé «O.N.E.»;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, du 3 juin 2014;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 avril 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 avril 2014;

Vu l'avis 56.761/2 du Conseil d'État, donné le 26 novembre 2014, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996, par la loi du 8 septembre 1997, par la loi du 2 avril 2003 et par la loi du 20 janvier 2014;

Considérant la loi du 6 janvier 2014 relative à la Sixième réforme de l'État concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution;

Considérant la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des Communautés et des Régions, élargissement de l'autonomie fiscale des Régions et financement des nouvelles compétences;

Sur proposition de la Vice-Présidente et Ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enfance;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I. — *Définitions et champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1°. « l'Office » : l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

2°. « parents » : la (les) personne(s) qui confie(nt) l'enfant au service;